le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire

# Si tu n'aimes pas la France mélangée, quitte la !

M 02137 - 1437 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Les anarchistes ont, depuis toujours, une complicité certaine avec l'enfance. Peut-être parce qu'ils ne sont pas, ou pas encore, résignés et qu'ils désirent que les champs du possible s'ouvrent à eux. »
Réfractions, n° 16.

hebdo n° 1437
du 4 au 10 mai 2006

# Sommaire

Le procès **Moussaoui** et la peine de mort **en France,** par Fred, *page 5*

L' autruche n'attendait rien du retour **des cloches,** par F. Ladrisse, *page 5*

**Brèves de combat,** *page 6*

Maison des associations de **Naplouse,** entretien avec Y. Haji, *page 7*

La **CGT**, no future?, par J.-P. Germain, *page 9*

À boulets rouges **contre le Benoît,** par P. Schindler, *page 10*

On va **quand** jusqu'**où,** par des surréalistes, *page 11*

**Citoyenneté** et tromperie sur la marchandise, par T. Périssé, *page 12*

De la mort en prison **d'Éric**, par A. Dervin, *page 14*

Au sujet de la **grippe aviaire** , par L'Alain, *page 15*

Gendarmerie et **expulsion-collaboration,** par H. Lenoir, *page 16*

**25e Istanbul Film Festival,** par H. Hurst, *page 17*

Émile Pouget, **alias Père Peinard,** par Paco, *page 19*

De l'œuvre de **Jean Meckert-Amila**, par F. Equy, *page 20*

***Drapeau noir,*** journal libertaire de **Besançon**, *page 20*

**Grenoble,** rencontres libertaires, **Paris,** Le projet Laramie, *page 21*

**Radio libertaire,** *page 22*

**L'agenda,** *page 23*

## Bulletin d'abonnement

| Tarifs (Hors-série inclus) | France et DOM-TOM | Étranger |
|---|---|---|
| 3 mois, 13 nos | ◯ 20 € | ◯ 27 € |
| 6 mois, 25 nos | ◯ 38 € | ◯ 46 € |
| 1 an, 45 nos | ◯ 61 € | ◯ 77 € |

**Abonnement de soutien**
**1 an, 45 nos** ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____


Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

# Sarközy n'aime pas la France mélangée Nous si !

Patrick Schindler
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

**Après l'ampleur du mouvement social contre l'article 8 de la loi sur l'égalité des chances, les partis politiques et grandes confédérations syndicales, ainsi que leurs diverses tendances dissidentes, tentent de tirer leur épingle du jeu, pour mieux nous dire ce que nous aurions à faire. Le Parti socialiste se divise entre pro-Royal, pro-Jospin, pro-Lang... Les Verts se lancent dans l'art de la coloration arc-en-ciel entre Verts-roses, Verts-rouges, Verts-verts, Verts bouteille, ainsi que les Verts pro-José Bové. La droite, quant à elle, opte bien entendu pour le bleu marine made in ministère de l'Intérieur (voir même le vert kaki) avec les sarko-xénophobes, mais également pour les de Villiers-xénophobes, les Le Pen-xénophobe, sans oublier « Villepiniste pour la langue de bois pour ne pas tomber encore plus bas dans les sondages ». Toutes ces fractions préfèrent bien sûr mettre de côté l'échec que les mobilisations contre le CPE leur ont fait subir. Ajoutons à cela la stratégie du leader de la CGT de création d'un syndicat international (se rendraient-ils compte enfin que le capitalisme est mondial?) et de séduction des anti-CPE en s'attaquant à son grand frère le CNE. Encore une fois, nous pouvons conclure qu'aucun parti, qu'aucune bureaucratie, ne peut représenter la multitude que nous sommes, ni combattre pour l'émancipation de toutes et tous à travers le partenariat social, qui ne remet jamais en cause les inégalités.**

**S'il reste encore des gens qui votent malgré leur lassitude, l'abstentionnisme a progressé lors du premier tour des élections de 2002 et lors des élections suivantes. Ce n'est pas pour autant que l'intérêt pour le politique, pour la gestion de la cité, a disparu, voire diminué, comme voudraient le faire croire certains médias. Il suffit de constater le développement des associations de quartier, ou l'ampleur des manifestations et blocages en série contre le contrat première embauche pour comprendre que désormais le terrain prime sur le vote.**

**C'est plus que jamais à nous de préconiser l'autogestion, l'autofinancement, l'autonomie face aux partis politiques, et d'affirmer nos spécificités en matière de lutte, d'entraide, et d'ethique libertaire. C'est seulement à ce prix que nous pourrons faire entendre notre voix.**

APRÈS LA PREMIÈRE LOI PASQUA de 96, introduisant les expulsions au charter et la seconde, limitant le droit d'asile, les conditions de régularisation et les mariages « de complaisance », la loi Debré, après l'évacuation de l'église Saint-Bernard, à Paris, en 1996, fixe des conditions très strictes aux régularisations d'étrangers vivant en France sans papiers. En novembre 2003, une première réforme Sarkopen propose un arsenal répressif et un accroissement du contrôle par les maires. Aujourd'hui, il suggère un projet de loi Ceseda, renforçant le durcissement des conditions d'accueil et le regroupement familial des étrangers, sous contrôle des préfets.

## L'amalgame étrangers = voyous, du déjà vu !

Depuis que le petit ministre s'est installé au gouvernement, le *Monde libertaire* n'a de cesse de répéter qu'il joue aux apprentis Le Pen. Surfant sur le créneau du repli sur soi, de l'égoïsme xénophobe, du rejet de l'autre et de la prétendue insécurité. On se souvient du reportage cliché, monté en épingle par toutes les télés, montrant un petit vieux battu dans un village de souche, si favorable au Fhaine et à son vieux chien enragé Le Pen, arrivé au second tour de l'élection présidentielle. On connaît la suite et la récupération politique de la « peur des Français » que la droite, revenue miraculeusement au pouvoir, avec plus de 400 sièges à l'Assemblée a bien exploité, pour « couper l'herbe sous le pied de Le Pen ». De fait elle s'est fascisée avec un Sarkopen fanfaronnant partout qu'il fallait stopper les politiques molles, pour laisser place à la rupture. Sous entendu : plus de fermeté vis-à-vis des étrangers et encore plus avec les sans papiers. C'est aujourd'hui le titre de son dernier discours : « si certains n'aiment pas la France, qu'ils la quittent ». Ses copains de récré n'ont pas tardé à crier « au vol de slogan ». De Villier le trouve copié sur le sien « La France, tu l'aimes ou tu la quittes » et Le Pen se moque de la pâle copie de son « dehors les étrangers ».

## L'intermède du CPE

Après le retrait du projet, Sarkopen n'a fait qu'exhausser les souhaits exprimés par les autres leaders fascisants d'écraser la voix de la rue, de serrer les casseurs, de ridiculiser les syndicats et on a évidemment réentendu parler des autres voyous et anarchistes (comme disait Ferré : on ne les voit jamais que lorsqu'on a peur d'eux !). Les lycéens, ont été interpellé en masse lors des manifestations, alors qu'aucun de leurs agissements n'a pu être assimilé à un comportement de casseurs (terme si cher à Sarlkopen). Ils ont quand même été condamnés à la chaîne par les tribunaux. Tout cela dans le but d'encore séduire les électeurs du Fhaine, voire d'aller les chercher « un par un » (dixit). La chose faite, le petit ministre est reparti sur son cheval de bataille favori « débarrasser la France de ces étranges étrangers ». Il est certain, qu'il est plus simple de miser sur les dites peurs des Français, que de s'attarder sur le problème de l'emploi, du chômage, de la précarité ou de l'accès aux soins ! Surtout que par deux fois, les Français se sont exprimés, par les urnes et dans la rue, contre les politiques libérales, voire ultralibérales, dont il faut bien le dire, ils n'avaient pas l'exclusivité, puisque des Strauss Kahn, Lang et copains étaient ébahis devant les exploits d'un Blair ou d'un Schröder en la matière.

## Non, non ce n'est pas du Le Pen : c'est bien du Sarkopen !

Nous nous sommes procuré son discours à l'UMP et ne résistons à livrer les morceaux les plus croustillants, avec nos décryptages. A ne plus y retrouver son rat (ciste) !

**« Nous en avons plus qu'assez de devoir en permanence avoir le sentiment de s'excuser d'être Français. Si certains se sentent gênés d'être en France, qu'ils ne se gênent pas pour quitter un pays qu'ils n'aiment pas, parce que nous, notre pays, nous l'aimons, avec des habitudes ou des coutumes qui ne plaisent pas à une infime minorité. »**

- Comme, par exemple: le racisme, l'homophobie, la xénophobie et la violence gratuite?

**« Il n'y avait pas eu de politique d'immigration dans notre pays, nous l'avons subie sans la vouloir ni la maîtriser... Je souhaite une immigration choisie, et j'ai également choisi les mots. Nous ne pouvons pas être les seuls à ceux pour qui nous n'avons ni emploi, ni logement, ni avenir. »**

- Ce n'est pas un peu présomptueux de penser connaître l'avenir des étrangers?

**« On ne peut pas considérer comme normal le fait pour une personne de rester dans un pays où elle n'a pas les papiers pour y demeurer, le devoir d'un ministre de l'Intérieur est de la renvoyer chez elle. »**

- Nous on pense justement que c'est à lui de lui donner les moyens de vivre décemment, de trouver un logement et du travail, car rien de tout cela ne peut exister sans papiers

**« À ceux qui me disent que je manque de générosité, je leur réponds que ce n'est pas de la générosité que de condamner un certain nombre d'hommes et de femmes à être exploités par des filières criminelles, qui vivent de la pauvreté des gens et qui organisent l'immigration clandestine. »**

- On est bien d'accord là-dessus, donc il leur faut des papiers

**« Est-ce que l'on considère que l'intégration, après la crise de novembre, fonctionne bien et qu'il n'y a rien à changer, que les immigrés en situation clandestine sont tellement heureux qu'il n'y a rien à trouver comme solution? »**

- Si, justement, leur donner des papiers.

**« Je n'ai aucune leçon à recevoir d'une gauche moralisante, responsable de la montée d'un Front national qui a fait désigner la France du doigt pendant 2,5 ans. »**

- Ah! Parce que la droite ne revendique pas le triomphe des idées fascistes, ni les alliances RPR-UDF-Fhaine, dans les régions?

**« Quand on veut faire venir sa famille en France, il faut d'abord démontrer que l'on a les moyens financiers de le faire... Aujourd'hui, on peut utiliser les allocations familiales et prestations sociales, il suffit de faire venir tous ses enfants et comme c'est un droit, il n'y a plus de contrôle. »**

- Là, on tombe dans le cliché raciste le plus radical, la caricature haineuse qui n'est pas sans rappeler celle des organisations pures fascistes.

**« Qui seront les premiers à souffrir de cette situation? Les étrangers en situation régulière, des êtres humains à qui nous devons le respect des droits de la personne et leur dignité. »**

- OK, ça veut donc dire que, les nonréguliers sont tout justes dignes d'être des esclaves, voire traités comme des animaux dans les zones d'attente et centres de rétention?

**« Moi, je n'ai rien à voir avec celui qui parle des « Français de souche», c'est un truc qui ne me plaît pas trop parce qu'avec cette notion, je n'aurais pas eu le droit de me présenter à beaucoup d'élections. »**

- Ah! Nous y voilà, si je décrypte bien, ce n'est pas le terme qui choque ce monsieur, mais uniquement le fait l'utilisant il serait « lui-moi-même-je-personnellement » coincé? Quelle leçon de générosité.

**« Il y a une autre règle, fixée à l'époque du gouvernement de monsieur Jospin: quelqu'un en France, clandestin depuis dix ans, ayant échappé à tous les contrôles, est alors récompensé, on lui donne des papiers, cela s'appelle la régularisation au fil de l'eau. »**

- Ça m'étonnerait de toutes les façons qu'avec le projet de loi Ceseda, une telle situation puisse se produire, avec l'appel à la délation et au zèle des autorités locales et régionales acquises.

**« Puisque l'on vient me chercher, on va me trouver: j'estime que ceux qui ont voté Front national, ce n'était pas parce qu'ils pensaient que Le Pen est un espoir, mais parce que nous les avions désespérés et qu'ils s'imaginaient que nous les avions abandonnés. Il nous les faut. »**

- C'est un ordre?

**« Dans les valeurs que souhaitent les Français, il y a l'autorité, on ne peut pas vivre sans un minimum d'autorité. Je pense qu'il y a des choses simples à rétablir: quand un maître entre dans sa classe, les enfants se lèvent en signe de respect. »**

- Faut-il également qu'ils entonnent *Maréchal nous voilà* ? S'il s'agit d'une conclusion, elle tombe à pique parce que, justement, nous autres, anarchistes, ce que nous revendiquons d'abord, c'est le contraire: à bas toute autorité!

P.S.

# Le procès Moussaoui

## Quand la France rétablit la peine de mort

À L'HEURE OÙ nous mettons sous presse nous ignorons si Moussaoui est, ou non, condamné à mort. Au reste, disons-le d'emblée: le sort personnel du barbu déjanté se rêvant martyre, nous préoccupe peu. Nous préoccupe, par contre, ce qu'impliquerait sa condamnation sur le plan des nouveaux usages du châtiment suprême, du recul dans la lutte contre la peine de mort, du double langage, double jeu, concernant un pays, la France, qui se targue pourtant de l'avoir abolie. Nul ne doute que Moussaoui, s'il est condamné à la peine capitale, fera office de bouc émissaire, de victime expiatoire: non seulement il n'a pas pris part aux attentats du 11 Septembre (à l'époque, ce pied nickelé version al-Quaïda était déjà en taule), mais encore aucune preuve sérieuse n'est venue étayer la thèse selon laquelle il devait être, ce jour-là, le « 20e pirate de l'air ». En cas de condamnation il serait le premier, depuis 1976 et le rétablissement du châtiment suprême, à subir la mort légale alors même qu'il n'a commis aucun crime de sang, et que le délit de complicité n'est même pas avéré. Cela laisse assez présager de ce que cette jurisprudence pourrait, à l'avenir, inspirer, aux juges américains.Il va sans dire que, dès lors, la lutte contre la peine de mort risquerait de se voir confisquée par des entitées (les Eglises, pour ne citer qu'elles) s'empressant de la transformer en lutte contre ses « abus ». Le recul serait considérable.

Autre point: il se trouve que Moussaoui est un ressortissant français. Passons sur l'indifférence dont ont fait preuve à son égard les autorités de son pays, sur les recours légaux dont la France aurait pu user, ceux sur lesquels, par exemple, sait pouvoir compter n'importe quel «national» condamné en Afrique pour un meurtre avéré. Mais Washington, n'est-ce pas, ce n'est pas Addis-Abeba. Une demande fut donc adressée aux autorités françaises, à fin de collaboration avec le département de la justice américaine. Vu la nature des relations entre les deux pays, relativement tendues depuis la seconde guerre du Golfe, Chirac s'empressa d'accepter, à condition toutefois que les renseignements fournis ne soient pas utilisés dans les réquisitoires demandant la peine capitale. Les Américains acceptèrent, jouant de la naïveté légendaire des *frenchies*. Une fois ce point acquis, l'exécutif français mit toute son énergie à leur fournir ce qu'ils désiraient. Voilà donc une nation, la France, qui, bien que clamant haut et fort son rejet de la peine de mort, en aide une autre à l'appliquer.Voilà un président qui, d'une main réclame la révision de la Constitution pour y inscrire enfin, de manière définitive, l'abolition votée il y a vingt-cinq ans, mais qui de l'autre assure de son soutien un État s'apprêtant à éliminer physiquement un de ses concitoyens. Il ne s'agit pas, une fois encore, de pleurer dans la barbe de Moussaoui. Il s'agit, à travers son cas, de dénoncer l'hypocrisie d'une certaine bien-pensance, pour laquelle Moussaoui serait un cas à part. À part, tiens donc, et pourquoi? Parce qu'ainsi en auraient décidé les États-Unis? Si la France désirait réellement s'opposer à la peine de mort, elle refuserait sans hésiter toute collaboration avec les pays qui l'appliquent. Mais Whashington, n'est-ce pas, ce n'est pas Douchanbé.

**Fred**
*groupe Louise-Michel*

## Quand l'autruche éternue...

### Un successeur, pour quoi faire ?

**« Chirac est un réaliste. Ce n'est pas bon pour lui d'avoir un successeur de gauche. » Antoine Rufenacht, UMP.**

Parce qu'un successeur de droite, Chirac, ça lui irait ? Ça c'est nouveau.

### Clameur

**« J'ai entendu une clameur lointaine, l'écho d'un espoir, d'une attente, qui m'a fait chaud au c?ur. » De Villepin, à la Sorbonne.**

Ça devait être les cris de joie et de reconnaissance des étudiants, lorsqu'ils ont appris que tu fanfaronnais à l'intérieur.

### Butor

**« La retraite, c'est quelque chose qui me trottait dans la tête depuis un petit moment, et j'avais envie de le dégager de mon esprit. » Zidane, 34 ans .**

Comme c'était une bonne idée je l'ai reprise de volée, et j'ai marqué contre mon cerveau.

### Sensiblerie

**« Quelle que soit sa couleur de peau ou ses origines, moi, quand quelqu'un me dit « j'aime la France », j'en ai les larmes aux yeux. » De Villiers.**

Le vicomte est un grand sensible. Une telle déclaration d'amour ça l'émeut à ce point que, si il ne se contrôlait pas, il filerait des papiers au type. Mais le vicomte se contrôle.....

### Les beaufs

**« Avec Chirac on ne s'est jamais vraiment quittés. On ne s'est jamais vraiment aimés non plus. » Sarkozy.**

Encore un de ces couples d'abrutis qui restent ensemble à cause des gosses.

### Grande gueule cassée

**« Je n'aime pas les peut-être, je ne suis pas un homme de trop grande prudence. » De Villepin.**

Pour ce qui est de la prudence, on avait remarqué. Mais crois-tu qu'il soit encore temps de continuer à jouer les grandes gueules ? T'avais pas des valises à faire ?

### Villiérisage, villiérissement ?

**« La villiérisation des esprits est en marche ! » De Villiers.** A écouter Sarko, on en est convaincu : pour villiériser, à droite, ça villiérise...

### Libéral-libéral

**« Notre pays passe trop de temps à discourir sur la façon de répartir les richesses sans dire comment les créer. » Kouchner.**

Rappelons qu'en matière de création de richesses, le brave docteur avait montré l'exemple, en se faisant payer une fortune pour un rapport bidon commandé par Total. Mais on ne peut pas tous être dans les petits papiers du plus grand des pollueurs. Pour ça, il faut au moins être de droite.

### Demeurés

**« Peu importe ce que pensent mes militants, c'est à eux de m'écouter. » Le Pen.**

De toutes façons, au Front, penser c'est ce truc bizarre qui fait mal à la tête.

### La France, tu la quittes ou bien tu t'en vas

**« Nicolas Sarkozy s'exprime comme tous les Français qui pensent exactement la même chose que lui. » Christian Estrosi, UMP.**

Sarko a trouvé son Goebbels... et pendant que les Français apprennent à penser exactement comme lui, les étrangers engraissent les vendeurs de valises.

**Frédo Ladrisse**

(Petites phrases piquées dans Libé, le Monde, le Nouvel Obs', le Parisien, Politis)

**... c'est toute la jungle qui s'enrhume**

# Brèves de combat

## Moulinex, enfin du ciel bleu

Il n'y a pas que des mauvaises nouvelles. Le mois dernier la cour d'appel de Caen a confirmé une décision des prud'hommes de mai 2004. Seize anciens ouvriers de Moulinex recevront (enfin!) des indemnités de licenciement allant de 9000 à 18000 euros. Tout avait commencé en 2001 quand Moulinex dépose son

bilan. Une reprise par Seb puis près de 3000 licenciements en Basse-Normandie. « Une poignée » de salariés contestent les conditions de leur licenciement. Quelques années après, ils et elles obtiennent gain de cause. Comme quoi seule la lutte, sous toutes ses formes, paye. Autre bonne nouvelle pour l'automne prochain : le conseil des prud'hommes de Caen doit examiner 600 autres dossiers d'anciens de Moulinex ! Youp là boum !

## Relaxe des 6 de Cherbourg

Six militant(e) s anti-nucléaires participant au VAAAN (Village Autoégré Anti-capitaliste et Anti-Nucléaire) qui a eu lieu pendant le rassemblement anti-EPR du 15 au 17 avril à Cherbourg, paraîtront devant le tribunal correctionnel de Cherbourg le 11 mai à 17 heures suite à une action anti-pub le dimanche soir. Alors que les publicitaires ont toute liberté d'envahir notre quotidien de leurs messages hypocrites n'ayant rien a voir avec la réalité (exploitation du tiers monde, délocalisations, licenciements, destruction de l'environnement, la seule réponse de l'Etat contre ceux qui offrent une pensée critique reste la répression.

## Royaume-Uni – Évolutif mon cher Watson !

Selon un sondage effectué pour la BBC en Grande-Bretagne auprès de 2000 personnes, seulement 48 % expliquent l'origine et le développement de la vie par l'évolution, 22 % choisissent le créationnisme et 17 % l'intelligent design (évolution guidée par Dieu).

150 ans après Darwin, l'évolution est un

fait reconnu, mais les légendes sont tenaces, le Père Noël est acclamé par les enfants, Dieu l'est par les adultes.

## Les sans-papiers traînés devant la justice

La présidente du syndicat de la magistrature dénonce la circulaire qui « incite les services préfectoraux à la déloyauté en proposant des convocations piège, pour interpeller les gens en préfecture ». Nathalie Ferré du Gisti précise que « le texte est un manuel de traque des gens en situation irrégulière par un contrôle ciblé dans les quartiers connus pour abriter des gens en situation irrégulière ». Un comportement que la LDH qualifie de « contrôle au faciès » et recommande aux étrangers : « de ne pas ouvrir leur porte s'ils ne savent pas qui est derrière » en dénonçant : « l'état de non droit qu'instaure le gouvernement en stigmatisant l'étranger chaque jour davantage ».

## La police iranienne traque les femmes aux tenues indécentes

Reuters rapporte les propos du directeur de la police de Téhéran : « Selon les règles islamiques, nos forces interviendront contre toutes les femmes qui seront vêtues de manière indécente et déplacée dans un lieu public, notamment, avec des hauts moulants et des pantalons corsaires. » Les contrevenantes au port du tchador qui dissimule également les cheveux sont passibles de coups de fouet, d'amendes, voire d'une peine de prison. Le 18 avril, en soutien à la police, une centaine de miliciens ont manifesté devant le Majlis (parlement) pour exiger une répression accrue contre la « prostitution », ou sous entendu, contre les femmes arborant des foulards trop bigarrées et aux vêtements trop moulants.

## Un site facho traite Act-Up d'association « homofolle violente »

Au sujet de l'affiche réalisée avec le 9e collectif des sans papiers, qui présentait Sarkozy avec la légende « votez le Pen », ainsi que la célébration du faux mariage lesbien à Notre Dame. Les fashos : « Précisons à ces extrémistes que lorsque les lois implacables de la démographie mettront fatalement en place la république islamique de France, les homosexuels n'auront pas la vie facile. Par contre, si le Front national arrivait au pouvoir, les homosexuels ne pourront certes pas se marier, adopter des enfants et persécuter dans les tribunaux ceux qui pensent que l'homosexualité est inférieure à l'hétérosexualité, mais au moins ils pourront vivre leur sexualité en privé librement, en paix et en sécurité. » Dans les SA ou dans les camps d'extermination ?

## Non à la loi CESEDA

Samedi 29 mai, en marge de la manif goche plurielle. le 9e collectif de sans - papiers accompagnés, par des intermittents, Act up, des étudiants(e) s, chomeurs (ses) et des militants de la Fédération anarchiste, ont envahi, la Sainte Chapelle, située au cœur du Palais de justice, pour réclamer, le retrait du projet de loi, de la nouvelle circulaire et surtout la libération de nos deux camarades au centre de rétention. Pendant près d'une heure et demi, sous les yeux médusés ou amusés des touristes, nous avons bloqué le lieu. La police aidée par la gendarmerie nous a évacué ensuite, puis repoussés, sans ménagement, jusqu'à Chatelet. Par cette action nous avons frappé au cœur de l'institution judiciaire francaise, que nous continuerons à harceler, jusqu'à la régularisation de tout les sans-papiers.

## « Nième » agression homophobe

Le 30 avril, David un étudiant de 21 ans et son compagnon Kevin, un lycéen de 18 ans attendent tranquillement le bus, au centre-ville d'Orléans, main dans la main et échangent un baiser. À cet instant, 2 jeunes qu'ils voient pour la première fois, passent en voiture et, arrivant à leur hauteur, lancent : « Y a pas assez de chattes dans les rues pour que vous vous embrassiez ? Sales pédés ! ». Ils garent leur véhicule, reviennent sur leurs pas et procèdent à un passage à tabac. Bilan : un traumatisme crânien, une côte fêlée et une dent cassée.

**CHOQUANT ?**
**Pour les homophobes !**

## Brésil : les priorités n'ont pas changé

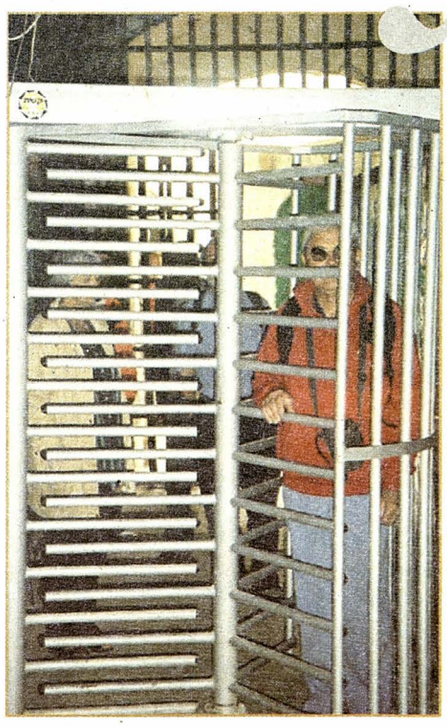
Au Brésil, dans le budget prévisionnel du gouvernement fédéral emmené par Lula et le Parti des Travailleurs, le ministère qui recevra le plus d'argent sera celui de la défense, 1,127 milliards, pour l'achat d'avions pour les forces aériennes, la modernisation des équipements et pour financer les manoeuvres militaires. Le ministère de la science et de la technologie recevra 173 millions (soit 65 fois moins), encore une partie de cet argent est-il destiné à financer une usine d'enrichissement d'uranium, nouvelle porte ouverte vers la prolifération nucléaire. Pas étonnant que les militaires se tiennent tranquilles...

# Darna

# maison des associations de Naplouse

**Darna, la maison laïque des associations, a été fondée en 2005 à Naplouse, seconde ville de Palestine, après Jérusalem, en importance historique. La ville ancienne est classée au patrimoine de l'humanité par l'Unesco, ce qui n'empêche pas la destruction de maisons par les militaires israéliens.**
**« Darna » signifie maison en arabe et regroupe aujourd'hui 38 associations qui fonctionnent en autogestion avec une fréquentation de 2000 personnes par mois. Espace de rencontres et de formation, Darna propose des ateliers, notamment d'écriture musicale, d'informatique, des ateliers avec les enfants, un ciné-club, une coopérative, des débats, et répond aux besoins des jeunes, des étudiants en difficulté...**
**Youssef Haji est l'un des initiateurs de Darna et a accordé un entretien aux Chroniques rebelles de Radio libertaire, lors de sa participation à un meeting organisé par l'association Euro Palestine contre la colonisation, en Palestine comme ailleurs, aujourd'hui comme hier, qui a eu lieu le 23 février.**

## Entretien avec Youssef Haji



Chroniques rebelles, diffusion du 25 février sur Radio libertaire, 89.4

**Youssef Haji:** Quand nous sommes arrivés à Naplouse, tout était ruines et chaos, mais ce qui nous a immédiatement frappé c'était la présence importante des jeunes dans les groupes de secouristes et parmi les militants. La mobilisation était très forte chez les jeunes Palestiniens, et nous avons eu envie de faire quelque chose pour ces militants, créer un refuge. Naplouse est une ville résistante et vivante. Et nous avons travaillé sur ce projet: créer une maison, un refuge pour tous les activistes de la société civile palestinienne.

Concrètement, Darna est un espace de 150 m² avec la possibilité pour tous les groupes, formels et informels, de bénéficier des moyens mis à disposition comme Internet, le téléphone, etc. Tout est autogéré. Darna, c'est aujourd'hui 38 associations, un conseil d'administration, une présidence tournante, une autogestion de l'équipement et du budget. Les jeunes ne sont pas considérés comme des consommateurs, mais comme faisant partie du projet qui est transparent pour tous et toutes. Nous sommes à 60 % moins de trente ans. Aujourd'hui, c'est une présidente, militante au Fatah. Le président précédent est architecte. Tous et toutes sont animés par le désir de servir la population de Naplouse au plan culturel et social.

**Chroniques rebelles:** Avez-vous des liens avec l'université d'An-Najah de Naplouse?

**Youssef Haji:** La société palestinienne n'a pas attendu la création de Darna pour s'organiser. Les personnes sont depuis longtemps dans le travail associatif et militant. En l'absence d'État, la population s'organise avec une forte tradition de solidarité. Nos relations avec l'université d'An-Najah, université privée, sont critiques car nous militons pour que tous les jeunes aient accès à l'enseignement, pour le droit au savoir de tous et toutes. Nous défendons les étudiants qui n'ont pas les moyens de payer leurs études. Nous montons aussi des campagnes de parrainage pour les étudiants en Europe. Nous sommes des militants, et il n'est pas question de charité, donc nos choix sont exigeants dans le sens où l'étudiant doit apporter quelque chose à sa société; et nous faisons une sélection.

Nous travaillons aussi sur l'économie solidaire en aidant à la production d'un savon de Naplouse dont trois tonnes ont été vendues par les réseaux associatifs en France et en Belgique. La plus-value de cette commercialisation va essentiellement aux projets que nous soutenons, des bourses pour des étudiants, des aides aux associations et à des actions ponctuelles qu'aucun bailleur de fonds ne finance.

**Chroniques rebelles:** La victoire du Hamas aux dernières élections et les déclarations de l'État d'Israël vont-elles modifier vos projets?

**Youssef Haji :** Nous sommes comme la société palestinienne, nous vivons avec l'occupation. Le temps, les déplacements, tout est lié à l'occupation, mais cela n'empêche pas de profiter de certaines brèches jusqu'à sa fermeture et d'user d'imagination.

Sur les élections, j'ai confiance dans la population palestinienne qui nous a donné une leçon de dignité dans une époque critique pour tout le monde. Il y a ce peuple qui dit : « L'Europe menace de couper les aides si l'on vote Hamas, les États-Unis ne veulent pas de Hamas, eh bien votons Hamas ! » Je le regrette, car je me situe plus dans la gauche palestinienne contre l'occupation, laïque, mais je constate que les États-Unis, l'Europe et Israël ont aidé la campagne électorale du Hamas. Un des slogans était : « L'Amérique a voté contre le Hamas, l'Europe a voté contre le Hamas, Israël a voté contre le Hamas, et toi, citoyen de Naplouse, tu votes pour qui ? » Le résultat est 75 députés pour le Hamas. Espérons que la gauche palestinienne bougera et que l'opposition sera active.

Sur le terrain, la réalité est différente de ce qui est rapporté en France et ailleurs. La coupure n'est pas entre le Hamas et le Fatah, mais entre les gens qui refusent l'occupation et ceux qui collaborent. La maire de Ramallah, Jannette Mikhail, a été élue grâce à trois voix du Hamas. Ils n'ont vu ni son sexe, ni sa religion, ni son appartenance politique ; Janet est militante du FPLP, issue d'une famille chrétienne. Ils l'ont élue parce qu'elle est compétente. Ce sont des choses dont la presse en France ne fait pas mention.

**Chroniques rebelles :** La population palestinienne est extrêmement politisée du fait de l'occupation israélienne et, dans son ensemble, résistante. Je ne sais pas si en France on comprend cette résistance et le sens critique politique qui en découle, par exemple vis-à-vis de la corruption.

**Youssef Haji :** La corruption est de la responsabilité de l'Union européenne. Quand on voit l'organisation des ONG, il n'y a plus d'organisations non gouvernementales. Il y a des supermarchés, du fric donné à l'Autorité palestinienne, et dont une partie reste à Paris ou à Bruxelles. Quand on voit les salaires de certains « experts » d'ONG travaillant en Palestine : leur salaire représente celui de dix salariés palestiniens. Il faut hélas avoir un regard critique sur l'aide.

La population en vient à se dire : « Vous voulez nous couper l'aide, mais aujourd'hui à qui profite-t-elle ? Et que m'apporte l'opinion internationale ? Cela fait cinquante ans qu'on veut lui faire plaisir, mais cela fait cinquante ans que l'on voit rétrécir nos territoires comme une peau de chagrin au profit de l'État d'Israël. Et après la barbarie de Jenine, qu'entendez-vous par droits humains ? » Il est vrai qu'à Naplouse, il n'était pas plus question de droits des vivants mais du droit d'enterrer les morts. Alors on peut se poser des questions sur la notion de droits de la personne, ou sur la démocratie ?

Les gens ne sont pas dupes et ne comptent que sur eux, même si cela est dur. Peut-être est-ce ainsi que l'on peut arrêter la barbarie de l'occupation. C'est comme une reprise en main de la population. Et puis, ce qui se dit aussi c'est qu'il n'est pas nécessaire de plaindre le bourreau qui est fatigué de frapper ! On demande à la victime d'avoir de la compassion pour le bourreau. La population ne le supporte plus, cela fait cinquante ans que cela dure et cela empire.

En Palestine, on fait obligatoirement de la résistance à l'occupation. Khulud, jeune fille très jolie qui venait à Darna, a cessé de se maquiller parce qu'elle était systématiquement arrêtée au check point et retenue sans raison pendant des heures. Sans doute pour être matée par les soldats. Khaled, étudiant, a été retenu au check point, sous la pluie pendant cinq heures, parce qu'on avait trouvé des logiciels informatiques de comptabilité dans son sac. Et le soldat lui a reproché de ne pas avoir de DVD de Nancy Ajram qui est une chanteuse libanaise de variétés en vogue. La barbarie, c'est tous les soirs dans les camps de réfugiés, à Balata où les incursions de l'armée terrorisent les enfants. La conscience internationale entend-elle ces pleurs et ces cris d'enfants qui ont été attaqués par les chiens des militaires ? Cela passe inaperçu. Mais à la moindre déclaration du Hamas, tout le monde en parle. Sur les 48 observateurs internationaux venus à Naplouse pour les élections, combien sont-ils pour observer le siège de Balata ? Où sont ces observateurs internationaux pendant que, dans le camp de Balata, des civils se font tirer dessus et que des gosses se font tabasser ?

Les médias parlent-ils de Naplouse, ville de 160 000 personnes (équivalent à la ville de Tours ou de Dijon), fermée par six check points avec des tourniquets électroniques comme dans le métro. Imaginez que, pour sortir de la ville, il faille passer par des tourniquets électroniques. Imaginez l'angoisse parce que les tourniquets sont en panne et que toute une ville est bloquée et ses habitants enfermés par une panne électronique, un problème technique de cette machine infernale de l'occupation ! Ne faites pas confiance à la télé, ni aux médias. Venez voir par vous-mêmes.

Il y a quelques années, le mur était inimaginable : Israël, à quelques heures de vol de Paris, dressant des murs de huit mètres. Comment voulez-vous après cela que le peuple palestinien croit dans ce qu'on appelle l'opinion internationale, la conscience internationale ou encore les résolutions de l'ONU ? Aujourd'hui, la justice ne se fabrique pas à l'ONU, mais se fait dans des villes comme Grozny, Jenine, Naplouse, Qalquilia. C'est là que sont les laboratoires de la justice à venir et j'espère que les gens qui en ont la possibilité viendront ici respirer l'air de liberté qui existe à Naplouse.

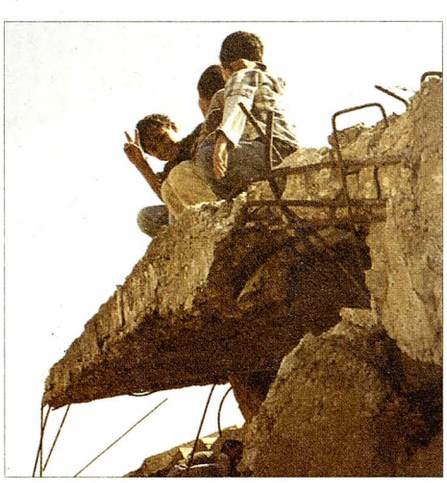
**Chroniques rebelles :** Mais est-il possible de venir en Palestine avec tous ces check points ?

**Youssef Haji :** Dans un article du *Gardian*, un journaliste faisait la comparaison entre la Palestine et l'apartheid en Afrique du Sud. C'est le même mécanisme. Mais si c'est plus difficile de venir en Palestine pour les personnes dont les noms sont à connotation arabes plutôt que françaises ou européenne, c'est une façon de dire qu'on était là, c'est un geste de solidarité.

**Les Amis de Darna, 7, rue de l'Épée-de-Bois, 75 005 Paris.**

**Courriel : amis.darna@wanadoo.fr**
**Tél. : 06 32 66 18 62 ou 06 78 31 10 52**

**Chroniques de Youssef Haji sur www.europalestine.com**



# La CGT à la croisée des chemins

**Rêvons un peu !**

"**Working class heroe** is something to be..." chantait John Lennon dans sa carrière solo après les Beatles dans les années 1970[1], les héros de la classe ouvrière où les trouve-t-on au début du XXIe siècle. Aujourd'hui cette notion semble bien dépassée, voire reléguée dans le débarras des images d'Épinal. Sans parler du côté machiste (et les héroïnes alors ?), on ne voit pratiquement plus dans les médias que les bobines des dirigeants des centrales syndicales. Depuis longtemps sortis de la production, habitués à fréquenter les ministères, on ne les imaginent pas les bras croisés sur un torse musclé à défier le capitalisme.[2]

Alors quoi de neuf pour le syndicalisme français après le 48e congrès de la CGT à Lille ? L'ancien leader cheminot, Bernard Thibault, a été réélu secrétaire général après avoir vu son bilan approuvé par 82 % des congressistes. Ce qui lui fera dire « Nous allons mettre la CGT à l'heure du TGV et tout le monde restera dans le train. » Tout va-t-il, pour autant, pour le mieux syndical ? Au hasard des propos de délégués « partagés » reproduits dans la presse : « La base ne veut pas d'une CGT modérée. Le risque, c'est de perdre notre âme (*sic*!) et de devenir comme la CFDT un syndicat qui suit les revendications du patronat. » Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, mais 3000 amendements avaient été déposés par quelque 270 syndicats. Tous ces recours tendaient à modifier, à contester la « feuille de route » de la nouvelle direction confédérale. À savoir, principalement, consolider ses positions au sein de la CES (Confédération européenne des syndicats) donc prendre la place de la CFDT ; tout en gardant un discours offensif, se placer en tant que partenaire social. Exit donc, dans les textes confédéraux, de toute référence à la lutte des classes. Rajoutons à celà le nouveau mode de payement des cotisations, visant officiellement à aider des fédérations en difficultés[3], et les grandes lignes sont tracées.

La direction de la CGT surfait donc sur le succès obtenu contre le CPE, se donnait des satisfecit sur la tactique employée. En 2003, en plein conflit des retraites, la base cégétiste attendait un appel à la grève générale pour contrecarrer les projets gouvernementaux. À la fin de l'année dernière à Marseille, comme dans la lutte anti-CPE, nombreux étaient celles et ceux qui, pour rester courtois, regrettaient la « timidité » de leur organisation syndicale. Bernard Thibault leur a délivré une fin de non-recevoir : « Nous avons choisi de travailler à l'élargissement du mouvement plutôt qu'à nous gargariser de slogans définitifs et réducteurs ».[4] Voilà qui a le mérite de la clarté ! Le concept du syndicalisme rassemblé conduit donc à juguler toute radicalisation du mouvement social.

Alors un congrès « organisé » comme savent le faire les crocodiles de Montreuil, où les opposants divers sont représentés dans les quelque 20 % qui n'ont pas approuvé la ligne confédérale ? L'embellie de la lutte contre le CPE n'aura duré que le début du printemps. La CGT semble prendre de nouveaux habits qui ressemblent furieusement à ceux de la CFDT. Les déclarations sur l'unité syndicale (Dixit Bernard Thibault « l'unité sans faille ») ne sont que des effets oratoires. Pour prendre le cas de la capitale, pour le Premier Mai, Force Ouvrière, CFDT et CGT manifestaient chacun dans son coin. Pour « faire la peau » au CNE, ça manque de mordant unitaire. Tous et toutes ensemble ?

**Jean-Pierre Germain**

---

1. « C'est quelque chose d'être un héros de la classe ouvrière...» John Lennon, Album Plastic Ono Band 1970. Noir Désir en a enregistré une version sur un disque en public, dans un concert en soutien au GISTI.

2. Quand au début du XXe siècle même Keufer, secrétaire de la Fédération française des travailleurs, tout réformiste qu'il était (la chose était relative en ces temps-là, les réformistes d'avant la Première Guerre mondiale valaient mieux que nombre de pseudo-révolutionnaires actuels) était respecté et craint par les pouvoirs publics de par les forces ouvrières qu'il représentait.

3. Tout va au sommet qui, après, redistribue les sous dans les structures. D'où la quasi impossibité pour les syndicats d'avoir une vraie indépendance. Qui détient les cordons de la bourse...

4. Ça rappelle ce qui était écrit dans les stages de formation syndicale de la CGT dans les années 1970 quand était dénoncé « tout le côté gesticulatoire des anarchosyndicalistes du début du siècle ».

# Chronique de l'obscurantisme

# Benoît tend sa toile

**À peine nominé aux oscars de l'obscurantisme, le nouveau Pape appelé à régner (quel drôle de nom pour un pape) n'a pas tardé à rejoindre les préceptes de son prédécesseur, celui qui est sorti du palais papal les pieds devants. Revenons-en à Benoît XVI (Araignée doit être son prénom ?), qui est intervenu en anglais au Vatican, devant plusieurs dirigeants et des centaines de délégués au congrès du Parti populaire européen [1], afin de « combattre le laïcisme, une culture qui est en train de se répandre dans toute l'Europe ».**

### Et c'est la même chanson...

Il a rappelé les trois mamelles de la bondieuserie : protection de la vie, défense de la famille et droit des parents à éduquer leurs enfants.

Bon, résumons dans un langage plus familier : ce monsieur, moitié pape, moitié insecte réitère donc les menaces de JP le Second, contre l'avortement et l'éducation des enfants par les couples dissociés, voire, quelle horreur !, de sexe semblable.

Et c'est reparti pour le refrain habituel :

« Les trois principes énoncés sont inscrits dans la nature humaine elle-même et représentent un bien commun pour toute l'humanité. » Pervers polymorphes et déviants au bûcher !

### Sacrés mystères et mystères sacrés

De plus, Benoît l'araignée a tenu à remercier pour les positions réactionnaires exprimées dans la Charte constitutionnelle de l'Union européenne qui prévoit « une relation structurée et vivante avec les communautés religieuses, reconnaissant ainsi leur identité et leurs contributions spécifiques ». Amen et bienvenue aux intégristes polonais, portugais, irlandais, français et tutti quanti ! Il recommande également, afin de ranimer l'Occident chrétien défaillant de « puiser, avec une fidélité créatrice, dans l'héritage chrétien qui a tant contribué à façonner l'identité de ce continent ». J'oserais ajouter : « Afin d'assouvir les autres colonies d'infidèles, de Sarrasins et autres nègres à gri-gri sans foi ni loi. »

Pendant que j'y suis, je me permets de faire remarquer, au passage, à sa majesté divine : « Avancer avec une fidélité créatrice », me paraît légèrement antinomique, pour ne pas dire irréalisable, non ? Comment peut-on, en effet créer du nouveau, en recyclant le passé ?

### Vive la globalisation des fois

Bon, c'est pas tout, il a également félicité le PPE pour sa reconnaissance de l'héritage chrétien qui, toujours selon l'Araignée XVI, « offre de valides solutions éthiques dans la recherche d'un modèle social qui réponde correctement aux demandes d'une économie déjà globalisée assurant croissance et emploi, protection de la famille, égalité d'opportunités pour l'éducation des jeunes et attention aux pauvres ». Ouais, vu du Vatican, il est vrai que la globalisation doit avoir du bon pour les affaires. D'ailleurs la seizième conclut que son intervention ne vise qu'à « illuminer les consciences, pour que les personnes puissent agir librement et avec responsabilité, selon les vraies exigences de justice, même si cela devait entrer en conflit avec des situations de pouvoir ou d'intérêt personnel ». Pour notre part, nous avions plutôt remarqué que les consciences, menacées par le goupillon et les sornettes séculaires, ont plutôt tendance à produire l'inverse et à abrutir, mais, à chacun son angle. En matière de pouvoir et d'intérêts personnels, là je dis stop, camembert divin ! En effet, il est gonflé l'insecte de tenir ces propos, quand on fait le compte de tout ce que ses curetons ont volé et amassé depuis deux millénaires, ainsi que ses collègues et confrères des autres religions, ça me fait carrément rigoler !

**Patrick Schindler**
**et la commission antireligions**

1. Le PPE : parti des sociaux démocrates qui s'est battu pour obtenir une référence à Dieu dans la Constitution européenne.

# On va quand jusqu'où ?

**Non**, la tyrannie mondialisée du capitalisme n'est pas une fatalité. Non, ses nouvelles procédures pour mater toute révolte et pour mener les enchaînés d'aujourd'hui et de demain vers de misérables rêves religieux ne passent pas. Si les feux de détresse des banlieues françaises trouèrent l'automne de 2005, depuis février 2006 le ciel frémit de cris, de flammes et de jeux, malgré la violence des androïdes au service de la classe dominante. Ils n'ont rien oublié, ces lycéens, ces étudiants, battant le pavé des rues, jouant à qui gagne perd avec les hommes de gouvernement : ni les grèves d'il y a dix ans, ni les marches des chômeurs et précaires qui traversèrent l'Europe, ni Seattle, ni Gênes, ni la formidable insurrection argentine. À qui ne veut y reconnaître sa propre révolte, ces mouvements semblaient devoir être emportés dans le tourbillon de l'insignifiance qui tient lieu d'histoire immédiate.

Le législateur se croyait tranquille, jugeant les cerveaux suffisamment abêtis, et proposa une loi dont un article, aussi scélérat que les autres, concernant les contrats de première embauche, déclencha la colère dans les universités. Vint le tour des lycées, des administrations, et la classe ouvrière montra qu'elle existait encore, même si nul ne parlait plus d'elle. Au-delà de la seule revendication obstinée d'abroger l'ignoble mesure qui visait à faire de la jeunesse une masse de précaires estampillés, c'est toute l'horreur de l'exploitation et de la colonisation des esprits par le capitalisme qui devenait tangible. Finis les leurres, ou presque. Non, l'abrogation obtenue de cet article ne suffit pas, et il nous faudra continuer d'en découdre : « Qui sème la misère récolte la colère. » L'imaginaire s'ébroue, qui tend à transformer le réel. Il reste fragile pourtant. Avant que d'animer une nouvelle utopie, il ravive malgré tout une mémoire des luttes, réfractaire à l'érosion des banalités quotidiennes, mais qui joue avec les échos des temps de grève et de tant de rêves. Oui, face à la répression nous devons inventer des manières de blocage de l'économie plus ludiques, encore non juridiquement condamnables. L'humour, la dérision sont aussi des « armes par destination ».

Certes, l'appel à la grève générale, s'il fut lancé d'emblée par les plus radicaux, n'aura, pas plus que lors des grèves du printemps 2003, été entendu. Il n'a pas pu franchir la double muraille du brouillage médiatique ou syndical et des illusions qui donnent au cours apparent des choses le pouvoir de tenir lieu de réalité. Mais la vraie vie est pourtant à l'horizon des paroles, des subversions et des rires qui cherchent toujours leur point d'incandescence. « Rêve générale ! » La liaison avec les luttes des sans-papiers dans la province française de l'Europe a mis du temps à se faire, mais elle s'est faite. Encore un pas et elle se fera avec ceux des provinces d'Amérique. Le vent de la révolte souffle sur la planète. À l'inverse, à travers un incessant flot d'images et sa fascinante circulation, s'entretient la pseudo-nécessité des appartenances nationales, religieuses, ethniques, sexuelles, sportives, mais toujours mercantiles. Avec la conscience de cette misère et la liberté de penser ou d'agir passionnément, se dévoile la possibilité d'imaginer que le capitalisme n'est pas le fin mot de l'histoire.

Il s'agit encore aujourd'hui de nous défaire d'idées et de désirs qui, loin de transmuer le réel, le réduisent aux dimensions virtuelles étalonnées par la soumission à l'imaginaire de la marchandise. Qui croit encore à la valeur morale du travail, ce legs empoisonné du christianisme à la pensée socialiste ? Qui se satisfera encore des discours fallacieux sur la croissance, qui nous rejouent l'accablant mythe du progrès en le délestant de toute velléité humaniste ? Si, malgré tout, ce printemps est beau, c'est parce qu'il aura contribué à ruiner ces propagandes scélérates.

Mais il sera plus beau encore quand une nouvelle mobilisation imposera le rejet de la loi selon laquelle un travailleur étranger ne serait désormais acceptable que bardé de diplômes ou resterait, sinon, taillable et corvéable dans une clandestinité à la discrétion des patrons et des flics. Le défaut d'une solidarité entre celles et ceux qui, d'une façon ou d'une autre, sont ou seront assujettis au travail précaire, ne fait que reconduire les divisions imposées. Désobéissance civile !

Malmenée, fragmentée au hasard des aliénations et des circonstances les moins rêveuses, la question sociale n'aura de chance d'être résolue que posée de la façon la plus large et la plus inouïe. Se ranimeront alors tous les pouvoirs magiques dont la poésie dispose et qu'elle propose à qui reconnaît, avec Georges Henein, que l'utopie est « la propension naturelle de l'être à actualiser l'impossible », parce qu'elle est « rupture avec tous les préceptes éducatifs qui assurent l'accommodation de l'entendement, le réglage de l'activité pratique».

Paris, le 25 avril 2006

**Les membres du groupe de Paris du mouvement surréaliste, les alchimistes de la rue Pernelle :**

*Michèle Bachelet, Marie Baudet, Jean-Pierre Bellay, André Bernard, Anny Bonnin, Aurélien Dauguet, Hervé Delabarre, Jill Fenton, Jean-Pierre Guillon, Guy Girard, Laurent Hoeffner, Michaël Löwy, Laurenzo Massoni, Marie-Dominique Massoni, Jean-Jacques Méric, Bruno Montpied, Dominique Paul, Pierre-André Sauvageot, Bertrand Schmitt, Jean Terrossian, Michel Zimbacca ; leurs voisins : Alfredo Fernandes, Jimmy Gladiator, Fabrice Pascaud, Gérard Vidal ; et leurs amis au visa précaire.*

Photos : les alchimistes de la rue Pernelle.

# Citoyenneté

# tout le mal que tu nous fais

**Thierry Périssé**

*Thierry milite au groupe Makhno de la Fédération anarchiste*

**Novembre 2005** : les banlieues s'enflamment, les voitures, les bus, les écoles brûlent. Peu de temps après, le collectif Devoirs de mémoires lance l'idée de pousser la jeunesse exclue et ghettoïsée à la périphérie de nos villes – ceux qui ont au moins 18 ans – à s'inscrire sur les listes électorales. Et de faire appel à nos gloires prestigieuses issues notamment de l'immigration, Lilian Thuram, Jamel Debbouze et consorts. Pourquoi ? Mais c'est simple, voyons, qu'ils deviennent de vrais citoyens. Sans même aller jusqu'à ces coups d'éclats médiatiques, bon nombre d'associations et d'employés sociaux n'envisagent leur activité que dans un cadre civique. Leur souhait ? Aider les jeunes, par exemple, à devenir responsables et acteurs de leur quotidien.

La citoyenneté, voilà le remède à tous les maux de la société. Citoyenneté, citoyen, civisme, trois mots de la même famille conjugués à toutes les sauces. Réfléchissons un peu aux significations que recouvre cette notion. Qu'est-ce qu'un citoyen ? Sans revenir sur l'étymologie grecque du terme, on peut dire qu'il s'agit d'une personne ayant des droits et des devoirs. Des droits politiques, d'abord, droit de vote et d'éligibilité aux élections. Des droits fondamentaux ensuite, tels que les libertés d'expression, de circuler, d'exercer une religion ou pas. Des droits sociaux enfin, comme se syndiquer, se réunir, manifester, accéder aux soins, à l'éducation, etc. Et aussi des devoirs. Dans le *Guide républicain* distribué en 2005 gratuitement – si, si ! pour ça il y a de l'argent ! – auprès des enseignants et des acteurs de l'Éducation nationale à 250000 exemplaires – soit deux fois et demie les ventes d'un prix Goncourt –, on peut lire dans l'article consacré à la citoyenneté : « Le citoyen a l'obligation de respecter les lois, de participer aux dépenses collectives en fonction de ses ressources et de défendre la société dont il est membre, si elle se trouve menacée. Il réclame légitimement de l'État le respect de ses droits parce que l'État réclame légitimement du citoyen l'accomplissement de certains devoirs. » [1]

## La citoyenneté exclut

La clé de voûte de la citoyenneté est le droit de vote. Je ne vais pas revenir ici sur cette caricature que représentent les élections en démocratie parlementaire, mais plutôt démonter le discours des esprits bien pensants qui siègent dans nos institutions. Par l'acte de voter donc, le citoyen est, selon eux, détenteur d'une part de la souveraineté politique. Il élit ses représentants qui siègent dans des assemblées. Il reconnaît ainsi la légitimité de la Constitution, de la République et de ses institutions. A contrario, ceux qui n'ont pas le droit de vote ne sont pas citoyens, cela revient à exclure les étrangers – sauf les ressortissants de l'Union européenne. Il y a les bons et les mauvais étrangers – et les jeunes qui n'ont pas 18 ans. Également ceux qui ne peuvent pas justifier d'un domicile, puisque c'est l'une des conditions pour s'inscrire sur les listes électorales. Ainsi la citoyenneté ne s'envisage pas comme une reconnaissance de l'individu ou de la personne. C'est une notion qui exclut. La démocratie athénienne n'avait pas fait mieux, puisqu'il y avait d'un côté les citoyens et de l'autre les non-citoyens, c'est-à-dire les femmes, les esclaves et les métèques – citoyens d'une autre cité. Cependant, entre les deux, le discours varie, car aujourd'hui personne ne parle de non-citoyens, ce n'est pas politiquement correct. Comment s'étonner alors que la très grande majorité des « sauvageons » de banlieue, des étrangers et des exclus se détournent des actions citoyennes que les pouvoirs publics et les associations complices leur proposent. Ça n'empêche pas ces derniers de les montrer du doigt, de les stigmatiser, en prenant pour contre-exemple ceux qui jouent le jeu et qui s'en sortent. Car ces donneurs de leçons savent utiliser la démagogie en décernant des bonnes et des mauvaises notes. Ne disent-ils pas qu'il y a les bons et les mauvais citoyens ?

## L'enseignement à la citoyenneté est une tromperie

Comme tout bon régime autoritaire, la démocratie parlementaire centre sa propagande sur les plus jeunes. Pour cela, une discipline scolaire a été inventée, l'éducation civique – autrefois nommée instruction civique. Apparu dès la mise en place de la IIIe République, cet enseignement a toujours été pour les pouvoirs en place un outil essentiel de diffusion de la morale républicaine.[2] D'abord introduite dans les petites classes, elle fut après la Seconde Guerre mondiale une matière enseignée au collège et, depuis 1998, dans les lycées, nommée alors ECJS – éducation civique, juridique et sociale.[3] Arrêtons-nous un moment sur les programmes officiels. Comme l'indique le préambule aux programmes de collège :

« L'éducation civique est une formation de l'homme et du citoyen. » On ne naît donc pas citoyen, on le devient. En primaire, l'accent est mis sur l'apprentissage de la vie avec les autres, en collège sur les notions fondamentales et en lycée les élèves reprennent tout ça sous forme de débat. Par conséquent, les années du collège correspondent au véritable enseignement de la culture citoyenne. Toujours dans le préambule du BO, on peut lire que « l'éducation civique a pour finalité l'éducation au sens des responsabilités individuelles et collectives, au jugement, notamment par l'exercice de l'esprit critique et par la pratique de l'argumentation». En voilà de belles idées, n'est-ce pas? C'est ainsi qu'en classe de 6e, on insiste sur le fait que « chaque enfant reçoit une éducation qui lui permet de réaffirmer son identité, d'acquérir le respect des autres, de participer à la vie de l'établissement, de faire preuve de responsabilité dans la conduite de ses études ». Et d'en rajouter une couche en affirmant que « le collège est non seulement un lieu de culture et de connaissance, mais aussi un lieu d'apprentissage de la vie en société ». Et qu'en pensent les collégiens? D'abord, beaucoup disent vivre dans un monde d'obligations et d'interdictions.[4] Ils sont sous la dépendance du règlement intérieur de l'établissement, et ce règlement scolaire est pour eux une accumulation de ces interdits. Il ne les invite pas à exercer leur liberté. À ce titre, il est une quasi-inversion de ce qu'il devrait être, un contrat passé entre individus égaux, élèves et adultes, afin d'éviter que ne règne la loi du plus fort. Par ailleurs, les collégiens remarquent que les rapports qu'ils ont entre eux sont violents et que dans leur comportement, un certain nombre d'enseignants abusent de leur autorité. Que finalement leur parole est effacée si elle n'entre pas dans un cadre de soumission et d'acceptation de l'autorité. D'aucuns pourraient croire qu'il y a donc une contradiction entre la formation à la citoyenneté et la réalité. Pas du tout, car être citoyen c'est accepter de donner sa confiance à un représentant qui la trompera pour garder le pouvoir. C'est accepter que l'ensemble de nos représentants accaparent les organes de décisions, qu'une minorité nous gouverne sans qu'elle soit contrôlée. C'est accepter la loi du plus fort. Dans le cadre de la démocratie, les libertés sont sous contrôle. Manifester, remettre en cause le pouvoir et sortir du chemin tout tracé, c'est prendre le risque de la répression. Ce que vit l'élève dans son établissement est la quintessence même de la citoyenneté. Le discours institutionnel veut nous faire croire l'inverse, il y a donc tromperie.

## Un bon exemple de sujet « citoyen » au brevet des collèges

Faire des jeunes de futurs adultes dociles et obéissants, c'est-à-dire, en langage politique, de bons citoyens, voilà la mission de l'éducation civique. En classe de 3e, la première partie du programme : « Le citoyen, la République, la démocratie », explicite les fondements de notre vie politique. Bon nombre de sujets du Brevet des collèges[5] y sont puisés. En voici un exemple donné en 2004. Il s'intitule : « Le droit de vote, une conquête. Voter, un devoir. » Quatre documents y figurent, faisant l'objet de questions, dont ce texte.

## Pourquoi voter ?

« Comment négliger un élément vital de notre démocratie? Le vote est une étape essentielle du processus démocratique. Le discours et les pratiques qui tendent à disqualifier la politique ouvrent la voie à d'autres pouvoirs dont la préoccupation première n'est pas forcément de mettre l'homme au cœur du système. Donc, il est important que nos élus soient renforcés en tant qu'élus avec 51 % des votants et non pas comme c'est le cas actuellement avec un tiers des suffrages. En contrepartie, les élus doivent affirmer clairement leurs valeurs et leur projet de société qu'ils défendent. Redonnons du sens au politique. Votez pour donner votre accord ou votez pour sanctionner ceux qui ne respectent pas leurs engagements. » D'après le témoignage d'Akli Mellouli, chargé de mission à la Ligue de l'enseignement, site Internet du Cidem (Civisme et Démocratie), 2003.

Et l'élève doit ensuite rédiger un paragraphe d'une quinzaine de lignes pour montrer tout d'abord que le suffrage universel est l'aboutissement d'une longue conquête et l'un des piliers de notre démocratie, et ensuite indiquer si, selon son avis, la démocratie est en danger lorsque beaucoup de citoyens s'abstiennent de voter. En voilà un sujet bien choisi, où l'élève a tout loisir de donner son avis…

Au sortir de ces années de collège, les jeunes qui entrent en lycée mettent en pratique ce qu'on leur a inculqué. Le discours citoyenniste est bien recraché. Seuls, les plus rebelles, s'ils n'ont pas décroché depuis belle lurette, échappent aux mailles du filet. Ils sont peu nombreux, mais leur esprit aguerri à toute manipulation est source d'espoir. T. P.

---

1. Article écrit par Dominique Schnapper, membre du Conseil constitutionnel et directrice de l'École des Hautes Études en sciences sociales, EHESS.

2. Cette instruction civique disparaît des programmes dans les années 70 et réapparaît sous l'expression « éducation civique » en 1985.

3. Le gouvernement Jospin de l'époque a introduit cette discipline dans les lycées suite aux actes « d'incivilité et de violence », dixit le *Bulletin officiel*, de plus en plus nombreux dans les établissements scolaires.

4. J'enseigne l'éducation civique, l'histoire et la géographie dans un collège. Je rapporte ici les propos d'une part importante de mes élèves.

5. Au brevet des collèges de 3e existent trois épreuves, une de maths, une de français et une d'histoire-géo-éducation civique. Une réforme de ce brevet doit entrer en vigueur en 2006-2007.

# Mort en prison

« **Ils l'ont laissé mourir** comme un chien ! » Brésilienne Blaise ne dira plus rien et sortira un moment. Son fils Éric est mort. Il avait 28 ans.

Condamné à 4 mois de prison dont 2 ferme, Éric Blaise est incarcéré à Fleury-Mérogis le samedi 12 novembre à 0h40. Le dimanche 13 novembre à 7 heures, il est retrouvé « sans-vie ». Ses parents ne seront avertis que dans l'après-midi vers 17 heures et la famille ne sera admise à voir le corps que le mercredi 16 novembre au funérarium de Sainte-Geneviève-des-Bois.

Les banlieues brûlent. Mercredi 9 novembre à Épinay (Seine-Saint-Denis), Éric, son frère Marcel et un copain Celo s'amusaient à tirer sur des canettes de bière à l'aide d'un pistolet à billes, de ceux qu'emmènent parfois les mômes à l'école... Moment mal choisi. La police intervient. « Ils sont arrivés comme des cow-boys ! Pistolet sur la tempe, joue contre le mur. », précise Celo. L'insupportable commence. La garde à vue au commissariat dure plus de 50 heures. Ils sont jugés en comparution immédiate au tribunal de Bobigny. Pour cause d'un précédent, conduite en état d'ivresse en scooter, Éric est condamné à de la prison ferme et 18 mois d'obligation de soins pour son problème d'alcool. Celo écope de 3 mois avec sursis.

Pour ses amis, à la sortie du tribunal, Éric a été transféré à la prison de Villepinte. Sa mère et son père, Jean Blaise s'y rendront le samedi, en vain. Ils apprendront sa mort, le lendemain, au quartier disciplinaire D1 de Fleury. « Comment ? Pourquoi ? Je veux à tout prix savoir. On ne sait rien. », insiste Jean. Reçu par le substitut du procureur d'Évry, le jour de la visite au funérarium, celui-ci déclarera qu'Éric est mort d'un œdème cérébral après s'être cogné seul dans sa cellule. « J'y crois pas ! », reprend Jean Blaise. La lettre que l'administration pénitentiaire a remise à la famille après sa mort ainsi que son linge curieusement « propre et consciencieusement plié », ça ne colle pas. Dans cette lettre, Éric dit que « tout va bien » ; il demande « un peu de sous » car « il est fauché » et commence à s'organiser : « J'en ai que pour 2 mois et pour mes affaires, il ne faut pas les envoyer par colis (...) Pour le parloir, il y a des dates ». « Demande à Nicolas », écrit-il, « il va t'expliquer ».

Nicolas, c'est un ami d'Éric. La prison, Fleury, il connaît... Il dénonce la version de l'administration. « Arrivé à Fleury, tu vois un médecin. S'il y a des problèmes d'alcool, il y a un service de soins. On te donne sans problème des médicaments. »

Des questions sans réponse. À la morgue, la famille photographie le visage d'Éric, « dans un état épouvantable, pas un coin sans un bleu ». Les questions sans réponse s'accumulent. Nathalie Bonamy, sa tante, les résument : « L'administration pénitentiaire dit qu'Éric avait été affecté au bâtiment D1. S'il est décédé dans ce bâtiment de détention dite normale, cela signifie qu'il avait un numéro d'écrou, un numéro de cellule (qui n'ont jamais été communiqués). et des codétenus. Ces personnes peuvent donc être facilement entendues pour témoigner sur les circonstances du décès. S'il est décédé dans un autre bâtiment (en quartier d'isolement ou en quartier disciplinaire), quel a été le motif du déplacement ? Que s'est-il passé et qui a pris la décision de ce transfert ? Dans quel autre bâtiment a-t-il été amené, dans quel état et dans quelles conditions ? Il y a forcément des rapports de surveillants en fonction à ce moment-là facilement accessibles. À son arrivée à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, Éric a-t-il vu un médecin, comme le prévoit la loi ? (...) Lequel ? (...) Qui lui a alors donné les médicaments dont il parle dans sa lettre ? Quels sont ces médicaments ? » N'y tenant plus, la famille a donc porté plainte contre X avec constitution de partie civile pour coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner « qui pourrait être requalifiée en non assistance à personne en danger ». Leur avocat est Maître Barbier, du barreau de Bobigny. La Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) a été saisie. Une enquête a été ouverte.

Seul contact l'avocat. La famille n'a toujours pas obtenu le rapport d'autopsie. L'administration pénitentiaire maintient sa version et une enquête préliminaire a « permis d'écarter la thèse des coups », selon les compte-rendus parus dans la presse quotidienne (1). « Pour que cela se sache, il fallait médiatiser », précise Nathalie. C'est pourquoi, réunis à l'Espace Louise-Michel à Paris, mercredi 26 avril, la famille, les amis ont invité la presse. « C'était la première fois qu'Éric allait en prison », dit son frère. Celo, « J'suis un peu bloqué. Eric avait un cœur en or, super gentil. Il avait aidé avec des voisins un couple de SDF à s'installer dans une caravane ». Comme son père, il était marinier. « Il aimait la vie, les animaux qu'il confiait à ses parents. » Nicolas : « Fleury... Moi, j'ai eu de la chance. J'en suis sorti. ».

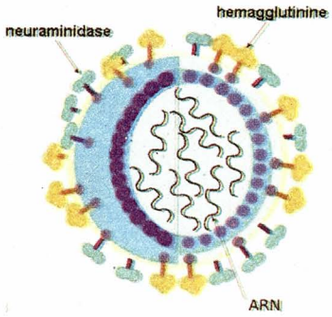
**Alain Dervin**
*groupe de Montreuil*

(1) Libération du 27 avril et 20 minutes du 28 avril 2006

## Murs du silence

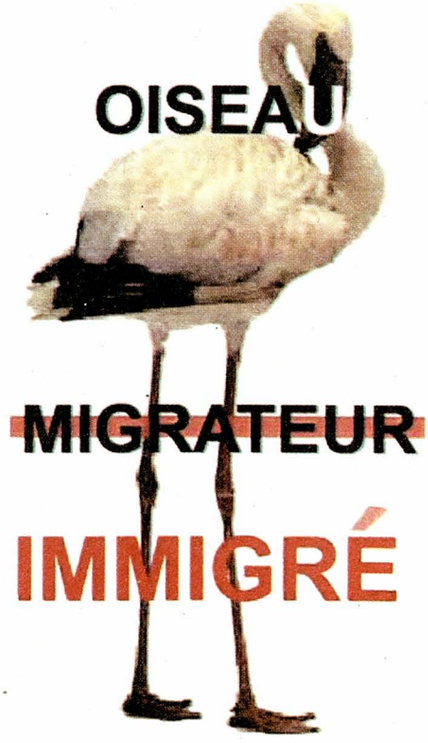
En 2003, 250 personnes sont mortes en prison, dont 120 suicides. Il aura fallu dix années aux proches de Jawwad Zaouiya, mort à la prison de Bois-d'Arcy en 1996, pour que l'administration pénitentiaire soit reconnu coupable de « 3 fautes » lors du drame. Salah Zaouiya, son père, est aujourd'hui un des animateurs à Mantes-la-Jolie de l'association « justice-Jawwad, familles en lutte contre l'insécurité et les décès en prison ».

# La grippe aviaire et l'industrie avicole mondiale




**Les petits élevages avicoles, volaille de basse-cour vivant en plein air, et les oiseaux migrateurs sont injustement rendus responsables de la grippe aviaire qui affecte actuellement plusieurs parties du monde. Un rapport de Grain [1] montre comment l'industrie avicole multinationale est à l'origine du problème et devrait être au centre des actions menées pour maîtriser le virus. Cet article apporte une nouvelle perspective sur l'histoire de l'épidémie de grippe aviaire, qui conteste les hypothèses actuelles et remet les projecteurs là où ils devraient être : sur l'industrie multinationale de la volaille.**

L'Alain




L'EXPANSION DE LA PRODUCTION AVICOLE industrielle et de ses réseaux commerciaux a en effet créé les conditions idéales à l'apparition et à la transmission de virus telle la souche H5N1 de la grippe aviaire. Une fois qu'il a pénétré dans les élevages industriels surpeuplés, ce virus peut rapidement se développer et devenir mortel. L'air vicié par la charge virale est transporté sur des kilomètres à partir des fermes infectées, pendant que les réseaux d'échanges commerciaux intégrés répandent la maladie par les nombreux transports d'oiseaux vivants, de poussins d'un jour, d'œufs à couver ou à consommer, de viande, de plumes, de fumier de volaille et d'alimentation animale.[3]

Ajoutons que la petite poignée des variétés industrielles de volaille existantes ont été créées en vue d'une capacité de croissance rapide des individus, faisant bien sûr l'impasse sur le critère d'adaptabilité au milieu local ; capacité encore renforcée par l'enfermement dans un espace aussi réduit que possible (voire par l'usage d'hormones), et que les volailles sont saturées d'antibiotiques (mélangés à la ration alimentaire) en raison de leur faible résistance à l'agression microbienne. Et que la plupart crèveraient par auto-empoisonnement si elles n'étaient pas abattues lorsqu'elles ont atteint leur poids commercialement rentable (environ quarante jours).

Le développement de cette souche mortelle (pour la volaille ou les oiseaux sauvages, très rarement pour les humains – 101 décès à la mi-mars depuis 2003) est essentiellement un problème lié aux pratiques d'élevage des industries avicoles. Son épicentre se trouve dans les fermes d'élevage industriel de Chine et d'Asie du Sud-Est, et alors que les oiseaux migrateurs peuvent éventuellement transporter la maladie, au moins sur de courtes distances, son vecteur principal est l'industrie avicole multinationale, laquelle est extrêmement automatisée et disperse ses produits et les déchets de ses élevages à travers le monde par une multitude de canaux.

« Tout le monde se focalise sur les oiseaux migrateurs et les poulets de basse-cour comme étant le problème », indique Devlin Kuyek, de Grain, mais ils ne sont pas les vecteurs effectifs de la forme fortement pathogène de la grippe aviaire. Le virus peut les tuer, mais il est peu probable que ce soit eux qui le propagent. »

À titre d'exemples, en Malaisie, le taux de mortalité chez les poulets des villages est seulement de 5 %, ce qui indique que le virus a du mal à se propager dans les petits élevages ; les manifestations de H5N1 au Laos – qui est entouré de pays infectés – se sont seulement produites dans des élevages industriels, lesquels sont approvisionnés par des établissements d'incubation thaïlandais. Les seuls cas de grippe aviaire dans la volaille de basse-cour – plus de 90 % de la production du Laos ! – se sont produits à proximité de fermes industrielles...

Au Nigeria, des cas de contamination se sont déclarés au début de cette année ; le foyer d'origine était un élevage industriel éloigné des axes principaux de déplacement des oiseaux migrateurs et appartenant à un membre du Conseil des ministres, bien connu pour importer des œufs à couver hors réglementation. En Inde, les autorités locales ont indiqué que le virus H5N1 est apparu et s'est répandu à partir d'une ferme industrielle, appartenant à la plus grosse compagnie avicole du pays, les couvoirs Venkateshwara.

De leur côté, les gouvernements des pays de l'Union européenne ont répondu à la découverte de migrateurs infectés par des mesures sévères obligeant à l'enfermement des volailles (et, parfois, à la vaccination), parce que quelques experts fortement médiatisés ont déclaré que nous sommes à l'aube d'une pandémie humaine qui pourrait tuer des millions de personnes (créant ainsi une épidémie de psychose à l'encontre des volatiles de toute plume vivant en liberté).

Or, la première et seule manifestation significative en France s'est déclarée dans un gros élevage industriel de dindes de l'Ain, où les 11 000 volatiles étaient bien sûr confinés ! Dans la zone « à risque », près d'un million de volailles saines vont être abattues ; du fait de l'impossibilité de les écouler en l'état à leur prix normal, la seule solution restant aux éleveurs (label « Poulet de Bresse ») est « le retrait », soit la mise à mort.]

Bien entendu, par le monde, ce sont les petits éleveurs de volaille (de petits paysans dont beaucoup ont perdu, ou vont perdre, leurs moyens d'existence) et la diversité biologique – les races de volailles locales vont continuer à être éliminées –, ainsi que la sécurité alimentaire dont ils sont un des garants, qui souffrent le plus durement des retombées de la crise, et des dégâts collatéraux engendrés par le choix des mesures (sans mesure) prises par de hautes instances aux basses arrière-pensées.

Car, pour aggraver les choses, gouvernements et organisations internationales – à la merci de lobbies tout-puissants –, feignant en général d'ignorer les causes de la maladie – et la manière dont elle se répand effectivement, persistent à imposer le confinement et à pousser à industrialiser davantage le secteur avicole : en haut lieu, cela se pare du doux nom de « révolution avicole » – terme inspiré de celui que nous connûmes il y a une cinquantaine d'années : « Révolution verte ».

Reste que savoir pourquoi les gouvernements et les agences internationales (FAO, OMS, OME, etc.) ne font rien pour enquêter sur la manière dont les élevages industriels – et leurs sous-produits, alimentation animale, fumier de litière, etc. – propagent le virus est la question cruciale... Puisque, dans la pratique, cette politique signifie la fin de l'aviculture à petite échelle, qui fournit nourriture et moyens d'existence à des centaines de millions de familles à travers le monde.

Quand donc les gouvernements réaliseront-ils que, pour protéger durablement et efficacement la volaille et les personnes, ils devraient avant tout les protéger contre l'industrie avicole mondiale ? **LA**

**Article réalisé [1] à partir d'un rapport et d'un communiqué de presse (février-mars 2006) de Grain. [2]**

---

1. Pour une meilleure, je l'espère, lisibilité, la traduction française des deux textes de Grain (le communiqué et l'introduction du rapport), sur la base desquels cet article a été écrit, a été rewritée. Quelques précisions personnelles, qui ne figurent pas dans les originaux, ont été ajoutées ; on les reconnaîtra à ce qu'elles sont placées entre crochets.

2. Grain est une ONG dont le but est de promouvoir la gestion et l'utilisation durables de la biodiversité agricole, fondées sur le contrôle exercé par les populations sur les ressources génétiques et les connaissances locales. Contact : D. Kuyek, Grain, Montréal Courriel : devlin@grain.org

Web : http://www.grain.org

Le rapport entier, « Qui est le dindon de la farce ? » Le rôle central de l'industrie avicole dans la crise de la grippe aviaire, est disponible sur le site :

http://www.org/briefings/?id=195

3. Les fientes de poulet et les litières des élevages industriels de volaille sont des ingrédients courants de l'alimentation animale.

## Vous avez dit expulsion ? Entendez collaboration !

**Quand la Gendarmerie nationale**, fille répressive d'une République fraternelle et accueillante, fait appel comme au bon vieux temps de l'État français au sens aigu de la collaboration (*sic*) de nos compatriotes. En bref, ils nous préparent de nouveaux Vel'd'hiv mais ils ont changé la couleur de l'étoile. Nos chers élus dont personne ne doute de l'empressement, comme premier flic de la commune, à servir l'État de droit sont sollicités comme délateurs officiels. Le document ci-joint, des plus authentiques, n'est sans doute pas le seul à circuler aujourd'hui. Partout, probablement comme en Isère,s des appels à l'expulsion ont été lancés en direction des édiles locaux. À cette occasion, la Gendarmerie toujours aux ordres se transforme en milice, la République « terre d'asile » en camp de rétention avant expulsion ! Qu'on y prenne garde d'abord les étrangers – de préférence les moins qualifiés –, demain, à qui le tour ? Plus que jamais vigilance et solidarité ! Et, cette fois, que les élus locaux ne nous fassent pas croire qu'en cas d'expulsion ils n'y seront pour rien. Vigilance donc et demandons des comptes à ceux qui sont sensés nous représenter, pardon, à ceux qui sont sensés nous dénoncer.

**Hugues Lenoir**
*sans patrie ni frontière*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA DEFENSE

Gendarmerie nationale

*Région de Gendarmerie Rhône Alpes*
*Groupement de l'Isère*
*Compagnie de LA TOUR DU PIN*

*CBT PONT DE BEAUVOISIN*
*BTP ST GEOIRE EN VALDAINE*

*Les Rieux*
*38620 ST GEOIRE EN VALDAINE*
*Tél. 04 76 07 50 17*

*FAX 04 76 07 65 98*

DATE 08/03/2006

Monsieur le Maire de la commune de PRESSINS,

Dans le cadre de la lutte contre les étrangers en situations irrégulières, je vous prie de bien vouloir nous faire parvenir par courrier ou par fax une liste détaillée des étrangers résidents sur votre commune.

Dans cette optique nous souhaiterions être destinataire du cadre administratif de leur séjour (carte de résident, etc...), ainsi que des validités de ces dernières.

Enfin, nous sommes à l'écoute de toute information utiles quant à la présence supposée de recours au travail clandestin sur divers chantier en cours sur votre commune.

Par avance merci de votre collaboration dans ce domaine.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes respectueuses salutations.

# 25e Istanbul Film Festival

## Splendeurs d'Orient ?

11-15 avril 2006

Heike Hurst

**Cette édition magistrale** de l'Istanbul Film Festival est la dernière mise sur pied par l'équipe fondatrice de ce festival : Sakir Eczacibasi, le président, et Hülya Uçansu, la directrice. En signe d'adieux, elle a offert aux spectateurs les films les plus marquants de ses vingt-cinq ans de règne ! Donc, pléthore de bons films et « focus » sur la France avec des invités de prestige : Deneuve et Depardieu. Mais le plus passionnant était la découverte d'un cinéma turc bien entouré par des films européens et méditerranéens. Deux sections étaient consacrées aux droits de l'homme, donc de la femme, jetant un regard critique sur la notion de libertés : « Freedom to Women » programmait entre autres : *la Petite Jérusalem* (chemin d'émancipation d'une jeune fille dans un milieu juif orthodoxe), *Offside* (des jeunes Iraniennes et le foot) et *Delwende* (on se débarrasse de vieilles femmes sous prétexte de sorcellerie) etc. ; « Human rights au cinéma » offrait une sélection encore plus éclectique avec *Between the Lines* (les travestis en Inde), *A Perfect Day* (voir *le Monde libertaire*, n° 1432), *la Dignidad de los nadies* de Fernando Solanas et surtout *Dialogues dans le noir* (Karanlikta Diyaloglar) de Melek Ulagay Taylan et Ulla Lemberg (respectivement réalisatrice et caméra woman du film) sur les crimes d'honneur. Un brûlot né de plusieurs années d'enquêtes et de travail dans plusieurs pays. Car l'Europe est aussi concernée par ce fléau qui ne se pratique pas seulement au Moyen Orient. Une fille intégrée dans la société suédoise est exécutée par ses frères parce que, en épousant un Suédois, elle aurait souillé l'honneur de la famille. Le film trace une carte géopolitique de ces crimes, où, comme cette semaine à Berlin, le petit frère est condamné à une peine de neuf ans, alors que les aînés, instigateurs et assassins de leur sœur, sont laissés libres. Depuis 2005, la Turquie condamne ces crimes et les punit sévèrement : vingt-cinq ans de prison en moyenne. Kamer, une association turque, permet aux femmes menacées de s'entraider, de trouver protection et assistance juridique.

Un autre documentaire, *Nazê*, incontestablement le film le plus émouvant de ce programme, s'attaquait lui aussi à ces problèmes qui empêchent l'avancée des uns et des autres. Nazê , une vieille femme, raconte sa vie, tout en effectuant les mille et une tâches d'une femme dans sa maison : accroupie sur un tapis, elle raccommode un bout d'étoffe avec des gestes expérimentés et sûrs. Elle a 105 ans, des mèches de cheveux colorées au henné

s'échappent de son couvre-tête. Ümit Kivanç, réalisateur du documentaire, raconte : « Nazê vit depuis trente ans en Turquie, mais elle ne parle pas turc. Elle est née en Iraq, a vécu vingt-cinq ans en Iraq, vingt ans en Iran et plus de trente ans en Turquie... ». Elle raconte sa vie à son petit-fils qui traduit ses paroles au réalisateur. Le film est construit comme une fable. Il crée des images et des paysages qui sous-tendent le vécu de Nazê tel qu'il l'imagine. Film sur un destin de femme, deux fois kidnappée, plusieurs fois vendue et exploitée toute une vie comme une bête de somme. Nazê dit : « Pourquoi la ramener, on finit tous sous terre », alors que sa petite-fille réplique : « Je ne vais pas travailler comme Nazê jusqu'à 105 ans, moi, je m'arrête à 40 ans ! » En parlant d'un destin singulier, Ümit Kivanç réussit un film sur la condition humaine, sur les populations déplacées, sur la richesse des êtres réunis dans un «pays mosaïque» comme la Turquie.

## Vitalité du cinéma turc

« Quel genre de film veut-il faire ? – Qui ça ? - Muzaffer – Je ne sais pas. Sûrement pas un film qui rapporte de l'argent. – C'est sûr. – Il ne fait jamais rien qui rapporte de l'argent. » *Nuages de mai* de Nuri Bilge Ceylan

Cet extrait de dialogue de Nuri Bilge Ceylan correspond probablement à la plupart des productions turques. Pas de CNC en Turquie, mais des désirs individuels et des producteurs courageux. Même si le mélo *Mon père, mon fils* a trouvé son public, donc a rapporté de l'argent (1,685 million de spectateurs), on ne peut pas en dire autant pour les entrées des films des deux cinéastes turcs reconnus à l'étranger dont les films se frayent difficilement un chemin en Turquie. *Voyage vers le soleil* de Yesim Ustaoglu, primé à Berlin, n'a toujours pas été diffusé à la télévision turque. Elle avait montré le calvaire d'un jeune Kurde arrêté et torturé à Istanbul, pris pour un terroriste du PKK. Elle n'avait pas seulement brisé le tabou de la question kurde, elle avait aussi fait parler kurde. *Uzak* de Nuri Bilge Ceylan était primé à Cannes en 2002. On peut donc parler d'une certaine notoriété de ces deux réalisateurs turcs. *Nuages de mai* et *Uzak* (diffusé le 12 avril 2006 par Arte) sont sortis en France et font partie des sélectionnés à Cannes cette année. *En attendant les nuages* (Bulutlari beklerken) de Yesim Ustaoglu sort en France le 19 avril. (*Voir l'encadré*).

Un facteur commun se dégage des films turcs entrevus à ce 25e Festival du cinéma à Istanbul : même les comédies les plus commerciales révèlent des éléments de l'histoire politique récente de la Turquie et se bâtissent autour du vécu individuel ou collectif de la dictature militaire.

Dans *Ice cream, I scream* (Dondurmam Gaymak), comédie acerbe sur les retombées de la globalisation vécu par Ali, le glacier, il y a une tirade au commissariat où l'anticommunisme primaire des agents éclate au grand jour.

Le propriétaire terrien réactionnaire (le grand-père de *Mon père, mon fils* (Babam ve oglum) ne doute pas une seconde que son fils soit condamné à cause des tortures subies dans les geôles militaires. Avec *5 Vakit* (5 Times), les affrontements entre pères et fils prennent une tournure plus universelle : Reha Erdem observe des jeunes adolescents dans un village au milieu d'un paysage majestueux de pierres.

Tout le monde rêve de supprimer les pères violents, injustes, qui subissent eux-mêmes encore leurs vieux pères abusifs. Dans cet enfer, seul salut, la fuite. Les garçons arpentent les rochers, font la sieste, guettent la jolie institutrice, les sens en éveil. Une jeune fille s'enivre de tout, dormant dans les fleurs, les herbes : célébration des sensations et des sens.

Dans ce cinéma-là, les pères et les fils ne tiendront plus longtemps seuls les premiers rôles.

H. H.

***En attendant les nuages* de Yesim Ustaoglu**

« Alors que nous serons de plus en plus semblables, nous traçons de plus en plus de frontières ethniques, religieuses et identitaires entre nous comme des obstacles infranchissables. » Yesim Ustaoglu

Yesim Ustaoglu reproche à l'étranger de « réduire la Turquie à quelques clichés entre bains turcs et harems, crimes d'honneur et obscurantisme ». Après avoir défendu la question kurde, elle raconte ici l'histoire de Ayshe/Eleni, une femme grecque déportée avec des milliers des siens après la Première Guerre mondiale. Elle devra se résigner à parler une autre langue, à prendre une autre identité pour survivre. Vieille et seule, elle aura le courage de rechercher son frère qu'elle a perdu dans leur marche forcée. Yesim Ustaoglu a adapté avec Petros Markaris, scénariste d'Angelopoulos) un récit autobiographique : *Tamama* de George Andreadis. Par sa mise en scène fluide, cette jeune réalisatrice construit avec intelligence des liens entre ce passé révolu et le présent endolori et forclos. Grâce à l'amitié d'un enfant, qui aime les contes que Ayshe/Eleni lui transmet comme des trésors, grâce à l'énergie des jeunes, qui observent inlassablement les anciens pour accéder à quelque secret... grâce aussi au retour d'un homme – « Il parle comme elle », observent-ils – qui avait suivi les Russes à l'époque, le passé opaque se dissout comme le brouillard qui cache souvent la beauté de ces paysages que jusqu'à maintenant seul Yilmaz Güney (*le Troupeau* et *Yol*) avait su nous montrer avec tant de force.

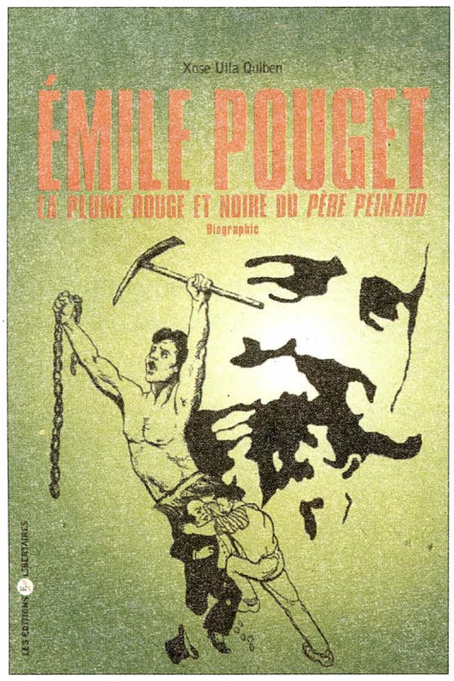
***Frères d'exil* de Yilmaz Arslan**

Si Yesim Ustaoglu peut proclamer fièrement ses origines « anatolienne, mésopotamienne et méditerranéenne », Yilmaz Arslan travaille en observateur en territoire « ennemi » : ici l'Allemagne. Les communautés ethniques ne l'impressionnent pas. Il dénonce avec virulence les comportements barbares qu'aucune appartenance à aucun groupe ne peut justifier. Né en Turquie, il travaille depuis quelques années en Allemagne (*Frères d'exil* est une coproduction franco-allemande et luxembourgeoise, découvert à Locarno). Fatih Akin (*Head-on*) disait : « Les Turcs qui émigrent sont les plus pauvres et à 99 % d'origine rurale, donc ils sont encore pris dans leurs rites de vie les plus archaïques. » *Frères d'exil* a la force des cœurs simples, oppose une certaine campagnarde idyllique des pauvres à la violence urbaine de mauvais films de série B, il dépeint tous les éléments d'une guerre fratricide que se livrent Turcs et Kurdes dans une ville étrangère, batailles exacerbées de communautés écartelées entre tradition et modernité. Les faits ont été recherchés comme pour un documentaire, mais Arslan opte pour la fiction afin de ne pas mettre en danger les protagonistes réels (deux frères justement) de son histoire. Il reste néanmoins discutable que les faits que relate le film sont montrés avec une brutalité parfois insoutenable. En tout cas, ni les Kurdes ni les Turcs ne peuvent revendiquer cette histoire, car elle est loin de tout manichéisme et ne stigmatise que la violence qui ne pourra en aucun cas justifier la mort d'un homme. Azad, le garçon jeté dans la jungle des villes va chercher sa propre voie et suivre son cœur, mais les circonstances vont l'empêcher de vivre son rêve, retourner chez soi, car, il l'a bien compris, l'émigration n'apporte plus la solution espérée.

H. H.

# La plume rouge et noire du Père Peinard

**Une biographie d'Émile Pouget vient de sortir aux Éditions libertaires. L'auteur, Xose Ulla Quiben, dresse le portrait d'un homme... et d'une époque.**




**Né en octobre 1860**, Émile Pouget doit son éveil politique à son beau-père, Philippe Vergely. Ce dernier, journaliste républicain, suivit le procès des Communeux de Narbonne qui se déroulait à Rodez, en novembre 1871. Le jeune Émile assiste à des audiences. Il ne rate pas une miette des déclarations de l'insurgé Émile Digeon et capte l'enthousiasme de Vergely. Le choix du jeune homme était fait. « Quand je serai grand, je serai journaliste. » À 13 ans, Pouget fit ses premières armes en créant *le Lycéen républicain*.

À la mort de Vergely, en 1876, Pouget monte à Paris. À 16 ans, son premier emploi consiste à vendre calicots, articles de mode et bonneterie. Six ans après la Commune, le mouvement ouvrier a le souffle coupé. Des réunions et des meetings maintiennent la flamme. Pouget y court après son travail. Il y retrouve un certain Émile Digeon. Pouget devient anarchiste et, en 1879, participe à la création du Syndicat parisien des employés du textile. Combinant ses idées et sa passion pour l'écriture, il lancera le bulletin mensuel de la chambre syndicale fédérale des employés qui réclame, notamment, la fermeture des magasins à 19 heures. Parallèlement, il rédige des brochures. Il édite ainsi la première publication antimilitariste française qui lui vaudra une arrestation en 1883.

Tout juste âgé de 21 ans, en juillet 1881, Pouget part pour Londres assister au congrès anarchiste international avec une trentaine de militants. Parmi eux Louise Michel et Pierre Kropotkine. On y cause propagande par le fait. La poudre ne va pas tarder à parler. Qui sème la misère récolte la colère... En 1883, les petites gens de Paris crèvent de faim. Louise Michel et Émile Pouget sont aux côtés des sans-travail qui réclament du pain. Louise brandit un jupon noir au bout d'un manche à balai. Le drapeau noir de la révolte était né. « Pillages », procès, prison.

En sortant du trou, Pouget participe à la création de *Ça ira*, bimensuel révolutionnaire anarchiste. Au bout de dix numéros, le canard coule en janvier 1889. Pouget se lance aussitôt dans une autre aventure, *le Père Peinard*, clin d'œil au *Père Duchesne* qu'avait créé Hébert en 1790. Les « réflecs hebdomadaires d'un gniaff » valent deux ronds. Et le prolo en a pour son pognon. Comme le dit Pouget: « En tant que gniaff (cordonnier), je ne suis pas tenu d'écrire comme les niquedouilles de l'Académie: vous savez, ces quarante cornichons immortels qui sont en conserve dans un bocal. » Pouget se bombarde journaleux pour assaisonner la justice bourgeoise, l'armée, la religion, le capital, le parlementarisme. Des artistes, Maximilien Luce, Paul Signac, Pissaro, etc., lui donnent dessins et vignettes.

Le style détonne par rapport aux autres journaux anars, comme *la Révolte* ou *le Libertaire*. Pour Pouget, il faut réveiller le populo et dévaler les rues. Grève générale! Tous les coups sont bons. Y compris se présenter aux élections en dressant des listes avec les noms des morts de la Commune. Procès, prison. Quand un « gérant » tombe, un autre le remplace fièrement. C'est le temps des lois scélérates, des perquisitions, de la mise en fiche systématique des anarchistes. Les débuts de l'anthropométrie. Crier « Vive l'anarchie! » est passible de cinq ans de taule. L'exil est conseillé aux militants les plus exposés. Pouget, comme Louise Michel, part pour Londres où les indics grouillent. Pour eux, pas question de laisser reparaître *le Père Peinard*. Mais le gniaff journaleux repousse sa gueulante en septembre 1894. L'année suivante, Pouget taquine la censure en lançant *la Sociale*. Procès, prison. Par manque d'argent, la pagination est parfois réduite, mais le journal sort chaque semaine jusqu'en octobre 1896. Pouget utilisera *la Sociale* pour convertir les anarchistes au syndicalisme. Tâche difficile. Il salue *le Manifeste des Bourses du travail*, milite pour l'action directe, le « sabotage ». Les deux sont un clin d'œil au gniaff. En argot, travailler à coups de sabot signifie faire un travail bâclé. À mauvaise paie, mauvais travail...

Un autre débat épineux parcourait les milieux libertaires depuis 1894, l'affaire Dreyfus. Faut-il prendre partie dans une « affaire militaro-bourgeoise »? Certains, comme Bernard Lazare, n'hésitent pas une seconde pour défendre le capitaine Dreyfus. « Il est des hommes pour qui la liberté et la justice ne sont pas de vains mots... » Les plus méfiants, dont Pouget, réagissent néanmoins quand l'extrême droite se déchaîne.

De 1879 à 1901, Pouget sera de toutes les réunions qui fonderont la CGT. *Le Père Peinard* s'éteint en 1902. Pouget reprend du service à *la Voix du peuple* où il sera rédac' chef jusqu'en 1908. La ligne révolutionnaire est alors majoritaire autour de Pouget, de Griffuelhes, de Delesalle. La CGT mène campagne pour la journée de huit heures (qui sera effective en 1919). Paul Delesalle n'hésitera pas à dire que la classe ouvrière doit beaucoup à Pouget sur cette question. Pouget sera aussi, avec Delesalle, Griffuelhes et Monatte, l'un des artisans de la Charte d'Amiens. À 50 ans, l'éminence grise de la CGT décrochera pour endosser les habits du retraité heureux. Il disparaîtra dans une quasi-indifférence en 1931.

Avec ses journaux, son almanach, ses chansons, ses brochures, son roman, Émile Pouget, piètre orateur, a diffusé l'idéal libertaire avec une énergie littéraire rare. Ponctuée de morceaux choisis et de rapports de police, la biographie de Xose Ulla Quiben offre aussi de nombreuses annexes. Photographies, reproductions, articles, « horoscope », chants (dont *la Ravachole*) et même un glossaire complètent l'ouvrage. Tout le monde n'est pas obligé de savoir qu'un « pisse-froid », dans le jargon peinard, est un socialiste. Quoique.

**Paco**

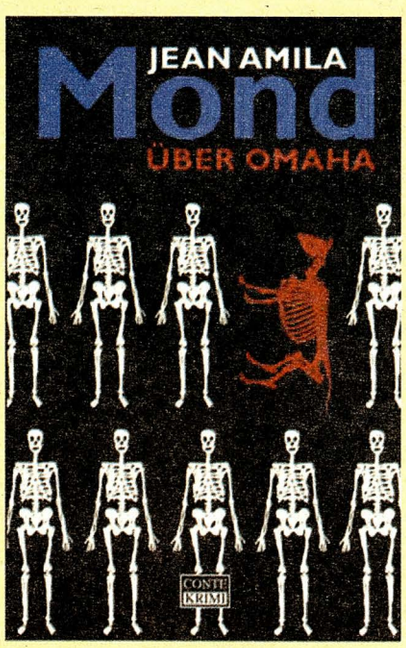
Xose Ulla Quiben, *Émile Pouget. La Plume rouge et noire du Père Peinard*, Éditions libertaires, 400 pages, 15 euros. Commandes: editionslibertaires@wanadoo.fr

## Drapeau noir

**Après une première série** de 16 numéros parue entre décembre 1981 et octobre 1983 et distribuée gratuitement dans les boîtes aux lettres des quartiers de Besançon, le groupe Proudhon publie à nouveau son périodique *Drapeau noir* depuis mai 1994. Le n° 34 sortira pour le 1er mai 2006.

À l'origine de ce nouvel élan, la réalisation d'une semaine libertaire avec les différentes composantes du mouvement libertaire de l'époque. Depuis, le journal connaît des hauts et des bas, surtout au niveau de la régularité. Pensé comme un trimestriel, il permet d'avoir une analyse locale et de se faire le relais des actions des anarchistes dans le monde entier. À travers le journal, différents thèmes ont été traités, reflétant les activités du groupe Proudhon.

Depuis l'ouverture de la librairie L'Autodidacte (5, rue Marulaz), *Drapeau noir* sert aussi de moyen d'information des activités de la librairie. Ses pages sont souvent offertes à l'interview des romanciers de




polar qui viennent y présenter leurs œuvres.

Tout en étant le journal du groupe Proudhon de la FA, *Drapeau noir* a toujours été ouvert aux autres plumes, associatives ou individuelles, dans la rubrique « Nous avons reçu ». Différentes rubriques sont apparues et ont disparu au fil des numéros mais la tonalité reste la même, celle d'un esprit de révolte et d'analyse contre les injustices.

Contact: *Drapeau noir*, c/o CESL, BP 121,

# Jean Meckert ou Jean Amila ?

« **Je ne sais pas** si je suis anarchiste, mais j'en ai les idées », avait dit Jean Meckert-Amila dans une interview. Dans ses romans, on trouve souvent des personnages spontanément libertaires, et il s'est attaqué régulièrement à l'armée, l'Église, l'État, la famille et toutes les institutions qui méprisent les plus faibles.

Jean Meckert est né en 1910 à Paris, et son père était bien anarchiste. Celui-ci déserte en 1917 et disparaît dans la nature. Sa mère est par la suite internée dans un hôpital psychiatrique. Jean Meckert passe une partie de son enfance à l'orphelinat puis commence à travailler à l'âge de treize ans. Après son service militaire, il effectue divers métiers: magasinier, mécanicien, garçon de table à la Bourse (en 1929!), marchand de méthode pour gagner à la roulette, employé de mairie, etc. Mobilisé en 1939, son régiment se retrouve interné en Suisse. Profitant de son inaction, il se met à lire et à écrire. En 1943, il rejoint un maquis dans l'Yonne mais est choqué par l'exécution d'un soldat allemand isolé.

Son premier roman *les Coups* paraît en 1941 dans la collection Blanche de Gallimard. Soutenu par Roger Martin du Gard, André Gide et Raymond Queneau, il connaît le succès. Ce livre, l'un des meilleurs du courant de la littérature prolétarienne, met en scène un jeune ouvrier qui, incompris par son amie, se met à la frapper. Les ouvrages suivants sont de la même veine mais n'ont guère de succès. Pour gagner sa vie, il écrit alors sous divers pseudonymes des romans d'aventures ou sentimentaux.

En 1950, Jean Meckert rencontre Marcel Duhamel. Le fondateur de la Série noire lui demande d'écrire des romans policiers. Il prend le pseudonyme de Amilanar (on peut y lire « ami l'anar ») qui devient John Amila (il fallait faire auteur américain) puis Jean Amila. Il publie une vingtaine de titres dans cette collection. Parmi ceux-ci: *Jusqu'à plus soif* (1962), *Pitié pour les rats* (1964), *le Pigeon du faubourg* (1981), *le Boucher des Hurlus* (1982), etc.

Il écrit aussi un peu de science-fiction, des romans pour la jeunesse, du théâtre et travaille pour le cinéma. À la suite d'un voyage à Tahiti en 1971, il dénonce les essais nucléaires dans *la Vierge et le Taureau*. Peu après, il est violemment passé à tabac et devient amnésique. On ne saura jamais qui étaient les agresseurs: vengeance de barbouzes ou querelle d'ivrognes? Grâce à l'écriture, il retrouve peu à peu la mémoire.

Jean Amila-Meckert est mort en 1995.

Les éditions Joëlle Losfeld ont entrepris la réédition de textes rares ou introuvables de Jean Meckert.

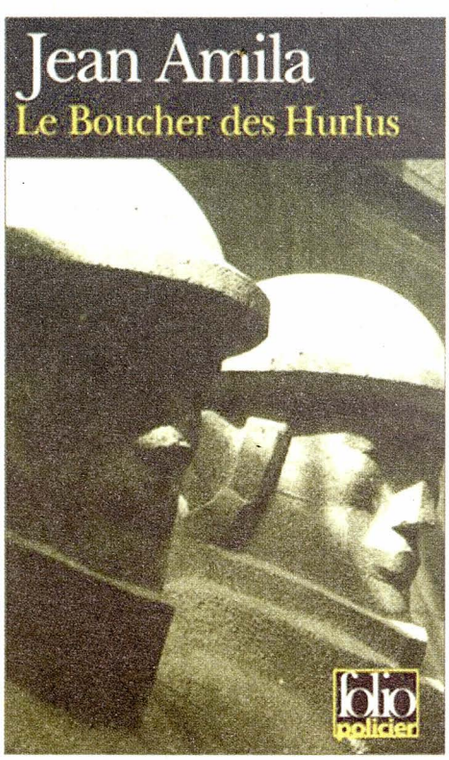
*La Marche au canon* est un texte inédit où Meckert raconte la débâcle de 1940. Il y montre son dégoût de la guerre et des officiers incompétents qui ont mené de jeunes recrues à l'abattoir. Les combats s'y font à coups de canon, celui qui tue mais aussi celui qu'on boit pour ne pas voir le massacre.

*L'Homme au marteau* (1943) ne semble pas avoir pris une ride. Jean Meckert y décrit le quotidien d'un employé des contributions directes: métro-boulot-dodo! Après huit ans de monotonie, de mesquineries, d'humiliations, le personnage principal décide de tout envoyer promener: famille et travail. Mais sa révolte ne durera qu'un temps...

*Je suis un monstre* (1952) met en scène des adolescents dans une école de plein air dans les Alpes. L'un d'eux, communiste, est assassiné par ses camarades. Un jeune moniteur décide d'abord de maquiller le crime puis accompagne les jeunes dans leur révolte qui ressemble à celle de *Zéro de conduite* de Jean Vigo. Un incendie vengeur détruira l'établissement.

Ces trois romans sont d'une noirceur absolue. Les ouvrages de Jean Meckert annonçaient déjà ceux de Jean Amila avec toutes leurs qualités: maîtrise du langage parlé, vivacité des dialogues.

**Felip Equy**



# Grenoble

# Rencontres libertaires

**Les Rencontres libertaires sont organisées par le groupe de Grenoble de la Fédération anarchiste les 18, 19 et 20 mai à l'ADAEP (Association pour le développement des arts et expressions populaires), 163, cours Berriat, à Grenoble**

## Programmation

**18 mai**

– Balade à vélo. Départ à 18h30 précises de l'ADAEP. Fin de la promenade autour d'une bière bio brassée pour l'occasion par l'association La Levure sauvage. Balade organisée avec l'association Un p'tit vélo dans la tête. Emmenez vos feutres, marqueurs, etc. pour réalisation d'affichages divers autour des rencontres libertaires.

**19 mai**

– 19 heures: l'ADAEP ouvre ses portes avec un apéro pour fêter le début de ces Rencontres libertaires. Ce sera également l'instant où débutera la retransmission en direct sur le Web de Radio libertaire, présente sur l'événement.

– 19h30: conférence-débat sur l'anarchisme Après un bref tour d'horizon des principes et pratiques anarchistes, le débat sera ouvert et, n'en doutons pas, les questions fuseront. Un instant de discussions et de dialogues à bâtons rompus pour en savoir un peu plus sur ce que sont et sur ce que ne sont pas les anarchistes.

– 22 heures: bal folk avec les Patate Sound System qui ouvriront ce bal qui, comme d'habitude, sera survolté + sound system avec DJ Milouz. Prix libre. À partir de minuit, ce sera au tour de DJ King Milouz de poursuivre la soirée, avec une programmation qui ira du ska rocksteady des origines jusqu'au rock alternatif le plus débridé.

**20 mai**

– 10 heures: réouverture des portes, avec tables de presse, stands, etc. De quoi discuter, découvrir, se documenter tout au long de la journée...

– 10h30 : débat autour des prisons et de leur abolition. Avec Catherine Baker, auteure de *Pourquoi faudrait-il punir?* Et Lucien Léger, libéré en octobre 2005 après plus de 41 années passées derrière les barreaux. Présentation du collectif anticarcéral de Grenoble ainsi que du Genepi.

– 14 heures: intervention suivie d'un débat, autour des nanotechnologies. Quelques jours avant l'inauguration de Minatec (1er juin 2006), des membres d' OGN (Opposition grenobloise aux nécrotechnologies) vous convient à un moment de discussion. Qu'y a-t-il en commun entre les nanotechnologies, le sillon alpin, les projets urbanistiques grenoblois? Qui décide? Que surveille-t-on? Comment? Qu'est-ce qui se trame? Vous pouvez déjà contacter OGN: http://ogn.ouvaton.org

– 17 heures: Manger les médias. Au menu de cet atelier: amuse-bouche (10 minutes): videochips sur l'occupation de France-Bleu Isère le 11 avril dernier. Entrée (30 minutes): salade composée trois couleurs: l'industrie médiatique, le journalisme mode d'emploi, médias et luttes sociales. Plat principal (1h15): tartiflette de Journal télévisé. Plat participatif, apportez vos stylos! Dessert (15 minutes): les fruits d'Indymedia Grenoble, pourquoi et comment.

– 19h30: danse théâtre. Mélalorka est une création de danse-théâtre-projection mettant en scène quatre femmes et leur rapport au corps dans notre société. Les corps parlent de la violence qu'ils subissent. Le spectacle interroge la construction de l'identité des femmes et leurs relations entre elles.

– 22 heures: concert avec Un tondu, un chevelu (chanson, Chambéry) + Mon dragon (peace crust n'roll steady mixte, Lyon). Prix libre.

**Pour terminer ces rencontres libertaires, nous vous invitons à découvrir deux groupes très différents, mais animés par le même esprit de révolte et le même engagement quotidien: Un tondu un chevelu est un trio acoustique avec un univers qui évoque Brassens, tandis que Mon Dragon. développe une musique sauvage et électrique.**

## Radio libertaire

Radio libertaire, la radio sans Dieu ni maître et sans publicité a presque vingt-cinq ans! À l'occasion de ces Rencontres libertaires, la radio fait le déplacement depuis Paris et, grâce à son studio mobile, rediffusera en direct les débats de ces rencontres sur Internet.

## Contact

– Groupe Jules-Vallès, ARSEP, c/o Cap Berriat, 15, rue Georges-Jacquet, 38100 Grenoble.

– Courriel du groupe: jules.valles@no-log.org

– Site de la FA: www.federation-anarchiste.org

– Site de Radio libertaire: http://rl.federation-anarchiste.org

# Paris

## Le Projet Laramie

**Matthew Shepard** a été retrouvé un jour d'octobre 1998, après dix-huit heures d'agonie, ligoté à une barrière, sur le bord d'une route à Laramie dans le Wyoming. Kidnappé, torturé, ses agresseurs l'ont laissé là, le souffle court, par moins zéro degrés, suspendu à un poteau tel un étendard, un épouvantail humain.

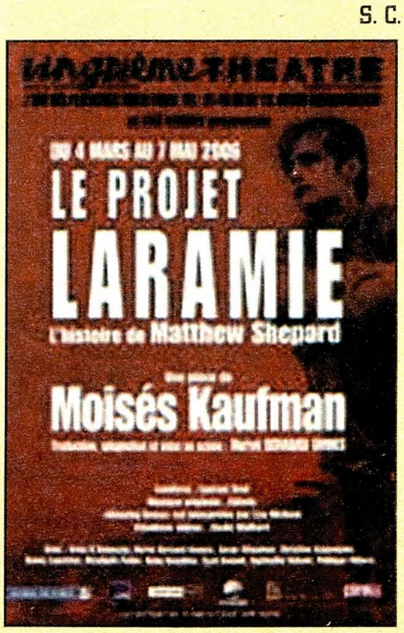
Matthew Shepard était âgé de 21 ans et il était gay.

Bouleversé par ce que les journaux nomment un fait divers, Moisés Kaufman décide d'adapter cette histoire au théâtre, non pas comme une pièce mais comme un projet: un documentaire théâtral. Parce que le drame lui-même dépasse toute dramaturgie, *le Projet Laramie* repose sur la base des témoignages des proches de la victime ou des tueurs, d'extraits du procès, de lettres et d'articles de presse. Au total un recueil de plus de deux cents documents qui, assemblés, sont plus que l'autopsie d'un meurtre: l'autopsie de la société tout entière. Pas d'interprétation, que des mots justes, la matière sensible prélevée sur les lieux du crime.

Hervé Bernard Omnès a traduit et adapté *le Projet Laramie* en France. Dix comédiens endossent tour à tour l'identité de soixante-dix personnages sans jamais changer de costume: le père, le prêtre, un ami, un voisin, les assassins, un médecin, les badauds, etc.

Du 4 au 7 mai, au Vingtième Théâtre, 7, rue des Platrières, 75020 Paris. Tél.: 01 43 66 01 13. Du mercredi au samedi à 21h30. Matinée le dimanche à 17h30.

S. C.



## Jeudi 4 mai

**Si vis pacem de 18 heures à 19h30:** Émission antimilitariste de l'Union pacifiste Romain Rolland, résistant à la guerre. Invité: Roger Dadoun, philosophe, psychanalyste, professeur à l'Université de Paris-Jussieu.

## Vendredi 5 mai

**Ça booste sous les pavés de 22h30 à minuit:** Musiques, reportages, actus Squale reçoit les Sanguine Brown pour une night Hip Hop, avec Papa Laurent et la raïa.

**La grenouille noire de 23 heures à 22h30:** Anarchisme et écologie. L'électricité verte, avec notamment comme invitée ENERCOOP (www.enercoop.fr), une coopérative qui fournit de l'électricité renouvelable.

**Place aux fous de 13 heures à 14h30:** Philosophie et musique. Disciplines de l'indiscipline Tessier nous plongera dans le blues d'Arthur « Big Boy » Crudup et Pascault présentera le livre *Crass - Chansons d'amour.*

## Samedi 6 mai

**Réveil Hip Hop 08 heures à 10 heures:** Musique hip hop Le rappeur Dark Ken pour la sortie de son maxi vinyl.

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11h30:** Le sel de Paris. En deux mots: SEL — Système d'échange local. Une association locale de personnes qui mettent des biens, des services et des savoirs, au service les un-e-s des autres.

**Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30:** Lignes « La résistance infinie » d'Alain Brossat (Lignes), avec l'auteure Mathilde Girard.

**Tribuna latino-american ade 19 heures à 21 heures:** Invitée: Aline Leclerc, représentante du Collectif Guatemala. Thème: « la spoliation des ressources naturelles, les droits indigènes et les responsabilités internationales. »

## Dimanche 7 mai

**Le Mélange de 17 heures à 18h30:** L'émission de toutes les musiques Un programme musical animé par Michel Polizzi.

**Chants, contrechamps à 15h30 Cinéma et chanson 15h30-16h15:** L'actualité du cinéma. 16h15-17 heures: Le Forum Léo Ferré, une salle de banlieue dédiée à la chanson française, avec Floréal Melgar.

**Folk à lier de 12 heures à 14 heures:** Musiques traditionnelles. 2e volet sur les voix: les chanteurs dans le bluegrass américain; et Gillie McPherson, chanteuse d'Irlande du Nord, à l'occasion de la sortie de son nouveau disque « Our street »

## Lundi 8 mai

**Ça urge au bout de la scène de 21 heures à 22h30:** Le magazine de la chanson vivante.

**De la pente du carmel, la vue est magnifique de 22h30 à 00h30:** Messe de minuit noire d'humour, les cloches sont sonnées à la Glanbouillette, les sacro-malsaintes revues de presse sont ressuscitées en OSB...

**Ondes de choc de 16 heures à 18 heures:** Magazine culturel (et non cultuel). Première partie: « Pour en finir avec le jugement de Dieu » de Antonin Artaud. Deuxième partie: « Les crieurs ».

**Agora libertaire de 18 heures à 19h30:** Le collectif des travailleurs sociaux en colère sera l'invité. Un retour et des infos sur sur les suites policières des manifs anti CPE. Rouen en état de siège, silence dans les médias!

## Mardi 9 mai

**Le Parisien libertaire de minuit à 09h30:** Les nuits noires du Parisien libertaire. En bas de La Pente, jusqu'en haut du terril.

**Des oreilles avec des trous (dedans) de 17 heures à 18 heures:** Des fusiques molles pour fous les tous Une émission que les 4 DD présenteront sans la moindre contrainte.

**Actes et cités de 11 heures à 12h30:** Architecture et politique. Festival « Architectures Vives/Pop-up city »: du 8 au 11 juin 2006, piratage architectural des Magasins Généraux (13e arrondissement.)

**Jazz en liberté de 22h30 à minuit:** Free jazz et musiques improvisées. Avec le dispositif SoundCircus, Alexandre Pierrepont et Yves Citton.

**Pas de quartiers... 18 heures à 19h30:** Témoignages. L'émission du Gégé. Gardes à vue, incarcérations: témoignages. Sinon rediffusion... Tous à vos postes à galène!

**Paroles d'associations de 19h30 à 20h30:** Magazine de la vie associative. Sylvie reçoit 3 intervenantes du Planning Familial, pour évoquer le bilan de cinquante ans d'activité.

**Les amis d'Orwell de 16 heures à 17 heures:** Coordination antividéosurveillance. Reportage sur l'action des Déboulonneurs du vendredi 28 avril, rue de Rivoli à Paris.

## Mercredi 10 mai

**Ras les murs de 20h30 à 22h30:** Contre les prisons. Invitée: Sophie Lucet, pour son livre « Parloir avec toi ».

**Femmes libres de 18h30 à 20h30:** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Les Caravanières du sud rencontrent les femmes d'ici (Paris 20e, La Courneuve, Montreuil),

**Blues en liberté de 10h30 à midi:** Émission musicale blues. Mississippi Fred McDowell, le country blues sec ou électrique.

## Jeudi 11 mai

**Les enfants de Stonewall « Affinités électives » de 19h30 à 20h30:** Présentation du colloque lesbien annuel de Bagdam Espace, à Toulouse le week-end de Pâques: « Tout sur l'amour — ou rien », et réflexions sur le sens des anniversaires en général.

**Si vis pacem de 18 heures à 19h30:** Émission de l'Union pacifiste. Soutien aux déserteur des États-Unis, à l'occasion de la Journée internationale de l'objection du 15 mai 2006.

## Vendredi 12 mai

**Koumbi de 10 heures à midi:** Une image de l'Afrique contemporaine. 10 heures: Tombouctou Express: l'invitée sera Elisabeth Mbappe. 11 heures: Champs de force.

## Samedi 13 mai

**Chroniques syndicales de 11h30 à 13h30:** Luttes et actualités sociales. Invitées: Corinne Maier, pour son livre « Intello Academy », Marine et Anne Rombach, pour leur ouvrage « Les Intellos précaires ».

**Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30:** « ZUP! Petites histoires des grands ensembles » de Fred Morisse, avec l'auteur.

**89.4 MHz**
en région parisienne
**federation-anarchiste.org/rl/**
dans le reste du monde

## Jeudi 4 mai
### Paris 1er

Les 4 et 5 mai, tous et toutes au tribunal de grande instance, pour soutenir nos camarades inculpés pendant les mouvements asti CPE. Métro Cité, ligne 4. Audience le 4 à 9 heures, le 5 à 9 heures puis à 13h30.

## Jeudi 4 mai
### Merlieux (02)

De 18 heures à 21 heures, à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles : lecture, mise en musique de *Putain d'usine* de Jean-Pierre Levaray, par Alain Brühl et Valérie Lavollé. Apéro offert par le groupe Pierre-Kropotkine de la FA. Table de presse. Entrée libre.

### Paris 1er

Action portes ouvertes avec le RATP et de l'AG « Vive la révolte » de Montreuil contre la répression dans les transports et pour la liberté et la gratuité de circuler à 18 heures, place du Châtelet, à côté de la fontaine.

## Samedi 6 mai
### Paris 18e

Projection de diapositives et débat interactif à l'occasion de la 2e édition du livre : *Espagne 36. Les affiches des combattant-e-s de la liberté* à 15h30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette (Métro Blanche ou Abbesses).

### Paris 11e

Rencontre avec le Comité de solidarité avec les peuples du Ciapas en lutte (CSPCL) le 6 mai à partir de 13 heures et le 7 mai à 14 heures au 21ter rue Voltaire. Métro Rue des Boulets.

### Saint-Imier (Suisse)

Antifascisme : histoire et actualité à l'Espace noir, Francillon 29 - 2610 Saint-Imier. 17 heures Film : Libera, amore mio (Maoro Bolognini/Italie/1973/110'). 19 heures Discussion-débat : « Quelles perspectives pour l'antifascisme ? » 21h30 Concerts anarcho-punks.

### Le Mans

Festival des Utopies du 6 au 8 mai en présence de Bernard Touchais (samedi 14 heures) et de Jean-Pierre Tertrais (dimanche 14 heures) à la Baraque sur le site des Subsistances, Entre Métro et Promocash, rue de la Foucadière.

## Dimanche 7 mai
### Montreuil (93)

Concert de Fred Alpi à l'Escale, 60, boulevard de Chanzy. Métro Croix-de-Chavaux ou bus 102 (direct de Gambetta/porte de Bagnolet)

## Lundi 8 mai
### Beauvais (60)

Fête des Alternatives et des Résistances à partir de 10 heures, Salle du Franc-Marché, rue du Franc-Marché. La Fédération anarchiste y présentera les ouvrages édités par les Éditions du Monde libertaire. 10h30 : Projection du film *Fernand Pelloutier et les Bourses du Travail*. 12 heures : Repas concert. 14 heures : Intervention débat sur les Bourses du Travail avec la CNT. 17 heures : Intervention du Front d'Émancipation sexuelle. 19 heures : Concerts. Chansons : Daniel Duroy, Rasta Campage, Bruno Daraquy (Textes de Gaston Couté, poète libertaire beauceron). Expositions, Tables de presse, Buvette. Entrée libre.

### Paris 16e

Solidarité avec les antifascistes russes subissant les violences néonazies. Rassemblement devant le siège de l'ambassade de la Fédération de Russie, boulevard Lannes, métro Porte-Dauphine.

## Jeudi 11 mai
### Saint Claude (39)

Rencontres avec Lucio Urtubia. La vie de Lucio, activiste antifranquiste, a fait l'objet du livre *Lucio l'Irréductible* de Bernard Thomas ; Lucio est l'auteur de *Ma morale anarchiste* ; il anime l'Espace Louise Michel, qui accueille des événements culturels et militants à Paris. De 17 heures à 19 heures, dédicace à la librairie ZADIG (rue du Pré), puis à 20h30, causerie au COFFRE-FORT (rue de Bonneville, en face de l'IME), à l'initiative du groupe Lucio et de l'association Plouccc. Entrée libre.

## Vendredi 12 mai
### Périgueux (24)

Au local associatif les Thétards, rue Sully, à 20h30 dans le cadre du café libertaire, projection-débat du film *Vivre l'utopie* en hommage aux 70 ans de la révolution espagnole, organisée par le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste et le collectif libertaire Alexandre-Marius Jacob.

## Samedi 13 mai
### Paris 11e

La defaite des communistes devant les nazis, témoignage de l'ouvrier et romancier Georg Glaser. Rencontre avec Charles Jacquier autour du livre/Secret et violence. Chronique des années rouge et brun (1920-1945), à 16h30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

### Paris 11e

Uni(e) s contre une immigration jetable. Manifestation nationale à 15 heures place de la République.

## Vendredi 19 mai
### Paris 18e

À l'initiative du groupe Pierre Besnard, de la Fédération anarchiste, rencontre-débat sur le thème de la religion contre les femmes, à 20 heures, au local la rue, 10, rue Robert-Planquette.- Métro Blanche.

## Samedi 20 mai
### Paris 20e

Rencontre avec les anarchistes du 20e arrondissement dans l'optique de créer un groupe de la Fédération anarchiste à 17 heures, à l'espace Louise-Michel, 42 bis, rue des Cascades.

### Paris 11e

Présentation de la revue Anartiste, à 16h30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

# RENCONTRES LIBERTAIRES

ECHANGES ET PERSPECTIVES ANARCHISTES

TABLES DE PRESSE - CANTINE - RADIO - DEBATS - CONCERTS

## 18, 19 & 20 MAI

## GRENOBLE

## ADAEP (163 cours Berriat)

ORGANISEES PAR LE GROUPE DE GRENOBLE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

> programmation disponible par mail à jules.valles@no-log.org